

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2010-2011

5 AVRIL 2011

Proposition de loi portant organisation des centres de maternité de substitution

(Déposée par Mme Marleen Temmerman et M. Guy Swennen)

DÉVELOPPEMENTS

La science médicale a connu un formidable essor ces dernières décennies. C'est particulièrement vrai en ce qui concerne les possibilités de conception et de mise au monde d'un enfant, qui permettent à de nombreuses femmes et, plus généralement, à de nombreux couples de satisfaire un désir d'enfant inassouvi. Mais cette évolution reste évidemment soumise, dans ce domaine comme dans d'autres, à des limites biologiques. Une femme sans utérus, par exemple, ne pourra pas porter d'enfant et devra donc rechercher des alternatives. L'adoption est incontestablement la méthode qui est le plus souvent choisie en pareil cas. Il existe cependant une autre solution, plus complexe sur les plans éthique et juridique: la maternité de substitution. Le choix de cette solution procède généralement du souhait de transmettre à l'enfant à naître les caractéristiques génétiques d'un des deux partenaires au moins. La maternité de substitution est la méthode par laquelle une femme (la mère porteuse ou mère de substitution) porte et met au monde un enfant pour une autre femme. On distingue à cet égard la maternité de substitution dite « de haute technologie » et la maternité de substitution dite « de basse technologie ». Dans le cadre de la maternité de substitution de basse technologie, la mère porteuse est inséminée avec le sperme du père demandeur: elle met son utérus à la disposition d'autrui et fournit elle-même la composante génétique féminine, à savoir l'ovule. Elle est donc la mère génétique de l'enfant. Cette forme de maternité de substitution peut avoir lieu sans aucune intervention médicale.

Dans la plupart des cas, le couple demandeur et la mère porteuse se rencontrent dans l'environnement

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2010-2011

5 APRIL 2011

Wetsvoorstel houdende organisatie van centra voor draagmoederschap

(Ingediend door mevrouw Marleen Temmerman en de heer Guy Swennen)

TOELICHTING

De medische wetenschap heeft de jongste decennia een enorme vlucht gekend. Dat geldt inzonderheid voor de mogelijkheden om een kind te verwekken en te baren, wat voor heel wat vrouwen en meer algemeen heel wat koppels mogelijkheden creëert om de onvervulde kinderwens te vervullen. Maar uiteraard zijn er hier ook nog steeds biologische grenzen. Een vrouw zonder baarmoeder bv kan geen kind dragen en zoekt alternatieven. Adoptie is ongetwijfeld de meest gekozen uitweg. Een andere, al meer complexe uitweg, zowel ethisch als juridisch, is het draagmoederschap. Veelal speelt hier de wens om de genetische eigenschappen van minstens één van de partners door te geven. Draagmoederschap is de situatie, waarbij een vrouw (de draagmoeder) zwanger wordt en een kind baart ten behoeve van een andere vrouw. Daarbij kan een onderscheid gemaakt worden tussen hoogtechnologisch en laagtechnologisch draagmoederschap. Bij laagtechnologisch draagmoederschap wordt de draagmoeder geïnsemineerd met het sperma van de wensvader: de draagmoeder stelt dus haar baarmoeder ter beschikking en levert zelf de vrouwelijke genetische component, de eicel. Zij is dus de genetische moeder van het kind. Deze vorm van draagmoederschap kan plaatsvinden zonder enige medische tussenkomst.

Het wenskoppel en de draagmoeder spreken meestal af in de vertrouwde omgeving van de

familier de cette dernière, où celle-ci se féconde elle-même (à l'aide d'une pipette disponible en pharmacie).

En revanche, dans le cadre d'une maternité de substitution de haute technologie, on implante dans l'utérus de la mère porteuse un embryon obtenu par fécondation *in vitro* (FIV). L'embryon provient généralement d'un ovule de la mère demandeuse et du sperme du père demandeur. Concrètement, cette technique revient véritablement à « louer un utérus », puisqu'il n'y a aucun lien génétique avec la mère porteuse.

La question de la maternité de substitution touche à la reproduction humaine, pilier fondamental de la société, et concerne de nombreux sujets sensibles, tels que les droits des femmes, l'autonomie, la parentalité, etc., autant de thèmes qui alimentent depuis toujours des débats contradictoires passionnés.

Cependant, plus rien ne semble devoir justifier aujourd'hui l'absence de réglementation juridique en matière de maternité de substitution.

Nous vivons dans une société qui s'est de plus en plus libérée de ses tabous, qui ignore de plus en plus les restrictions religieuses et culturelles et qui entend exploiter au maximum les technologies scientifiques existantes.

Avoir un enfant est devenu en quelque sorte un droit, voire une fin qui justifie tous les moyens. Comme on peut le lire dans un article intitulé « Niet-uterine ouderschap » (1), « l'impossibilité d'avoir des enfants n'est plus acceptée comme une fatalité, mais est perçue comme un problème que la médecine peut traiter (traduction) ».

Un simple coup d'œil dans les législations d'autres pays suffit pour se rendre compte à quel point il est malaisé de régler (juridiquement) la question de la maternité de substitution. Si certains pays, comme la France (2) et le Canada, dans certaines de ses provinces (3), interdisent purement et simplement la maternité de substitution ou les conventions de

(1) K. Raes et G. Coene, « Niet-uterine ouderschap », dans : A. Heyvaert, W. Debeuckelaere, J. Meeusen et H. Willekens, *Met rede ontleed, met rede ontkleed : opstellen aangeboden aan Fons Heyvaert ter gelegenheid van zijn vijftenzestigste verjaardag*, Gand, Mys & Breesch, 2002, p. 127.

(2) Article 16-7 du Code civil : « La convention par laquelle une femme s'engage, fût-ce à titre gratuit, à concevoir et à porter un enfant pour l'abandonner à sa naissance contrevient tant au principe d'ordre public de l'indisponibilité du corps humain qu'à celui de l'indisponibilité de l'état des personnes. » Cass. Ass. plén., 31 mai 1991 [archive], pourvoi dans l'intérêt de la loi formé par M. le Procureur général près la Cour de cassation, *JCP*, 1991.II, n° 21752, conclusions Dontenwille, note Terré « Toute convention portant sur la procréation ou la gestation pour le compte d'autrui est nulle. »

(3) Article 541 du Code civil du Québec : « Toute convention par laquelle une femme s'engage à procréer ou à porter un enfant pour le compte d'autrui est nulle de nullité absolue. »

draagmoeder waar zij zichzelf bevrucht (met een pipet dat bij de apotheker verkregen kan worden).

Bij hoogtechnologisch draagmoederschap daarentegen wordt een embryo, bekomen via *in vitro* fertilisatie (IVF) ingeplant bij de draagmoeder. Het embryo komt meestal voort uit de eicel van de wensmoeder en het zaad van de wensvader. Deze techniek komt neer op de echte « huur van een baarmoeder », er ontstaat geen enkele genetische band met de draagmoeder.

Draagmoederschap raakt een fundamentele pijler van de samenleving, de menselijke voortplanting, en heeft te maken met tal van gevoelige onderwerpen : vrouwenrechten, autonomie, ouderschap, ... Allen thema's voor verhitte discussies pro en contra, zowel in het verleden als vandaag.

Het lijkt echter niet meer te verantwoorden het draagmoederschap niet juridisch te regelen.

We leven in een maatschappij die zich steeds meer bevrijd heeft van taboes, voorbijgaat aan religieuze en culturele beperkingen, en gebruik wil maken van de bestaande wetenschappelijke technologieën.

Het hebben van een kind is als het ware een recht geworden, zelfs een doel dat elk middel heiligt. Zoals aangehaald in « Niet-uterine ouderschap » (1) : « Kinderloosheid wordt niet langer geaccepteerd als een lotsbestemming maar wordt gepercipieerd als een medisch behandelbaar probleem ».

Dat een (juridische) regeling voor het draagmoederschap niet vanzelfsprekend is, kan alvast blijken als we over de landsgrenzen kijken naar buitenlandse wetgevingen. Naast een radicaal verbod van draagmoederschap of van draagmoederschapsovereenkomsten, zoals dat bijvoorbeeld in Frankrijk (2) en delen van Canada (3) het geval is, spreken andere landen

(1) K. Raes en G. Coene, « Niet-uterine ouderschap », uit : A. Heyvaert, W. Debeuckelaere, J. Meeusen en H. Willekens, *Met rede ontleed, met rede ontkleed : opstellen aangeboden aan Fons Heyvaert ter gelegenheid van zijn vijftenzestigste verjaardag*, Gent, Mys & Breesch, 2002, p. 127.

(2) Artikel 16-7 van de *Code Civil* : « La convention par laquelle une femme s'engage, fut-ce à titre gratuit, à concevoir et à porter un enfant pour l'abandonner à sa naissance contrevient tant au principe d'ordre public de l'indisponibilité du corps humain qu'à celui de l'indisponibilité de l'état des personnes. » Cass. Ass. plén., 31 mai 1991 [archive], pourvoi dans l'intérêt de la loi formé par M. le Procureur général près la Cour de cassation, *JCP*, 1991.II, n° 21752, conclusions Dontenwille, note Terre « Toute convention portant sur la procréation ou la gestation pour le compte d'autrui est nulle. »

(3) Artikel 541 van de *Code Civil* van Quebec : « Toute convention par laquelle une femme s'engage à procréer ou à porter un enfant pour le compte d'autrui est nulle de nullité absolue. »

maternité de substitution, d'autres ne se prononcent pas sur la question (la Belgique, mais aussi les Pays-Bas) ou la règlent expressément, comme le Royaume-Uni par exemple (1) (2).

Ces dernières années, l'on a pu observer que de nombreux pays d'Europe de l'Est et d'Asie ont élaboré une réglementation très poussée en matière de maternité de substitution, au point de faire de cette dernière, pour ainsi dire, une activité « économique ». C'est clairement le cas de l'Ukraine, par exemple (3).

Toutefois, avant de se laisser séduire par ce tableau idyllique dans l'espoir d'avoir un enfant sur commande, il faut savoir qu'il existe de sérieux obstacles juridiques. Lorsque le fonctionnaire a des doutes sur les circonstances de la naissance de l'enfant, il ne reconnaît pas les certificats nécessaires pour emmener l'enfant dans le pays des parents demandeurs. Cette

(1) Articles 1^{er}, (2) et (3) du *Surrogacy Arrangement Act* de 1985 (loi relative à la maternité de substitution) « *An arrangement is a surrogacy arrangement if, were a woman to whom the arrangement relates to carry a child in pursuance of it, she would be a surrogate mother.* » « *« Surrogate mother » means a woman who carries a child in pursuance of an arrangement— (a) made before she began to carry the child, and (b) made with a view to any child carried in pursuance of it being handed over to, and [parental responsibility being met] (so far as practicable) by, another person or other persons.* »

(2) La maternité de substitution est tolérée en Belgique, tout comme au Danemark, en Finlande et aux Pays-Bas. En revanche, elle est interdite en France. L'article 16-7 du Code civil français dispose que toute convention portant sur la procréation ou la gestation pour le compte d'autrui doit être considérée comme nulle. Les intermédiaires et éventuellement les parents demandeurs (s'il est démontré qu'ils provoquent la mère porteuse à abandonner l'enfant) sont passibles d'une peine d'emprisonnement ou d'une amende (articles 227-12 et 227-13 du Code pénal français). La maternité de substitution est également interdite dans d'autres pays européens (Espagne, Italie, Portugal, Norvège, Suède, Suisse, Allemagne et Autriche) en vertu de lois spécifiques qui prévoient éventuellement des sanctions pénales particulières pour les intermédiaires et/ou les médecins. En Grande-Bretagne et en Grèce, par contre, la maternité de substitution est autorisée et réglée par la loi. Aux États-Unis, la situation varie selon les États. Plusieurs États, comme l'Arizona, le District of Columbia, le Michigan ou l'État de New York, interdisent la maternité de substitution et punissent parfois sa pratique. D'autres États (l'Indiana, le Kentucky, la Louisiane, le Nebraska) s'en tiennent à la nullité des conventions de maternité de substitution. Dans une dizaine d'autres États (la Californie, l'Arkansas, la Floride, l'Illinois, le Nevada, le New Hampshire, le Dakota du Nord, le Texas, la Virginie, Washington), la maternité de substitution est encadrée légalement dans une mesure plus ou moins large. Enfin, certaines provinces canadiennes réglementent aussi la maternité de substitution.

(3) Les arguments légaux en faveur de la maternité de substitution foisonnent sur les sites internet ukrainiens. On peut ainsi y lire que « la loi ukrainienne est la plus avantageuse au monde », que « la maternité de substitution est réglée par la loi », qu'« aucune autorisation des pouvoirs publics n'est requise », que « toutes les combinaisons sont possibles : maternité de substitution, don de sperme, adoption d'un embryon », ou encore que « les parents demandeurs sont toujours mentionnés sur le certificat de naissance et (qu') il n'y a aucun problème sur le plan légal ».

zich niet uit (België, maar ook Nederland) of regelen het draagmoederschap expliciet zoals bijvoorbeeld het Verenigd Koninkrijk (1) (2).

Opmerkelijk is dat de jongste jaren heel wat Oost-Europese landen en Aziatische landen een ver doorgedreven regeling voor draagmoederschap hebben doorgevoerd, en er als het ware een « economische » activiteit van gemaakt hebben. Een duidelijk voorbeeld van een ver doorgedreven wettelijke regeling is Oekraïne (3).

Wie zich evenwel laat verleiden door deze rooskleurige voorstelling om een kind op bestelling te bekomen, moet voor ogen houden dat er ernstige juridische obstakels bestaan. Wanneer de ambtenaar bedenkingen heeft omtrent de omstandigheden van de geboorte van het kind, erkent hij de (nodige) certificaten om het naar het thuisland van de wensouders te

(1) Artikel 1, (2) and (3) *Surrogacy Arrangement Act* van 1985 « *An arrangement is a surrogacy arrangement if, were a woman to whom the arrangement relates to carry a child in pursuance of it, she would be a surrogate mother.* » « *« Surrogate mother » means a woman who carries a child in pursuance of an arrangement— (a) made before she began to carry the child, and (b) made with a view to any child carried in pursuance of it being handed over to, and [parental responsibility being met] (so far as practicable) by, another person or other persons.* »

(2) Het draagmoederschap wordt in België gedoogd, net als in Denemarken, Finland en Nederland. In Frankrijk is het draagmoederschap verboden. Artikel 16-7 van het Frans Burgerlijk Wetboek verklaart dat draagmoedercontracten als nietig beschouwd dienen te worden. De tussenpersonen en eventueel de wensouders (indien bewezen is dat zij de draagmoeder ertoe aanzetten om afstand te doen van het kind) riskeren een gevangenisstraf of een boete (art. 227-12 en 227-13 van het Strafwetboek). In andere Europese landen (Spanje, Italië, Portugal, Noorwegen, Zweden, Zwitserland, Duitsland en Oostenrijk) is het draagmoederschap eveneens verboden, krachtens specifieke wetten die eventueel specifieke strafrechtelijke sancties voorzien voor de tussenpersonen en/of de artsen. In Groot-Brittannië en Griekenland wordt het draagmoederschap daarentegen wel bij wet toegelaten en geregeld. In de Verenigde Staten verschilt de situatie van staat tot staat. Meerdere staten (Arizona, District of Columbia, Michigan, New York) verbieden het draagmoederschap en bestraffen de praktijk soms. Andere staten (Indiana, Kentucky, Louisiana, Nebraska) houden het bij de nietigverklaring van draagmoederschapsovereenkomsten. In nog een tiental andere staten (Californië, Arkansas, Florida, Illinois, Nevada, New Hampshire, Noord Dakota, Texas, Virginia, Washington) is het draagmoederschap in mindere of meerdere mate juridisch omkaderd. Ook in bepaalde Canadese provincies is het draagmoederschap gereguleerd.

(3) Oekraïense websites goochelen met wettelijke argumenten. « De Oekraïense wet is de meest gunstige ter wereld », lezen we. « Draagmoederschap is wettelijk geregeld. Er is geen enkele toelating van de overheid nodig. Alle combinaties zijn mogelijk. Draagmoederschap, spermadonatie, adoptie van een embryo. De wensouders staan altijd op het geboortecertificaat, wettelijk is er geen enkel probleem. »

problématique a été récemment illustrée de manière émouvante dans un reportage de l'émission de la VRT « *Koppen* », intitulé « *Homokoppel wacht al twee jaar op hun kind* » (un couple homosexuel attend son enfant depuis deux ans) (1).

En Belgique aussi, les opinions divergent fortement à propos (de l'admissibilité) de la maternité de substitution. Les propositions de loi déposées jusqu'à ce jour vont de l'interdiction totale à l'autorisation de la maternité de substitution à certaines conditions. Plusieurs de ces propositions ont été déposées à la suite de l'affaire du « bébé D(onna) », qui fit beaucoup de bruit à l'époque.

Cette affaire dure depuis le 26 février 2005 et, à ce jour, elle n'a toujours pas été réglée ni traitée sous tous ses aspects.

Le bébé était destiné à des parents demandeurs belges et une analyse ADN avait démontré que le père demandeur belge était aussi le père biologique de l'enfant. Mais la mère porteuse a vendu la petite fille à des parents demandeurs néerlandais qui ne présentaient aucun lien génétique avec l'enfant.

En effet, la mère porteuse a continué à chercher d'autres candidats parents demandeurs au cours de sa grossesse, et elle est ainsi entrée en contact avec ce couple néerlandais.

La bataille juridique pour le bébé se déroule donc dans et entre deux pays différents. Outre la procédure juridique aux Pays-Bas, il y a également une procédure en cours en Belgique: « Le parquet d'Audenaarde demande que la mère porteuse, les parents demandeurs néerlandais et le père demandeur, qui est aussi le père biologique de l'enfant, soient déférés devant le tribunal correctionnel. Tant la « commande » de l'enfant par les parents demandeurs que la vente de l'enfant aux parents acheteurs néerlandais organisée par la mère porteuse peuvent être considérées comme des « comportements scandaleux » (traduction) », estime le parquet.

(1) Le chagrin de Peter Meurrens (37 ans) et Laurent Ghilain (27 ans) est immense. Le couple homosexuel a un fils de 2 ans, Samuel, qui ne peut quitter l'orphelinat ukrainien où il a été placé. La situation n'évolue pas, jusqu'au jour où un juge belge consent enfin à reconnaître le lien de paternité. Peter déclare: « L'adoption est possible dans notre pays, mais elle est tellement compliquée dans la pratique que nous avons choisi de faire appel à une mère porteuse en Ukraine, où cette pratique est légale. Cependant, personne n'avait prévu que ce seraient précisément les autorités belges qui mettraient des bâtons dans les roues. » Le petit garçon a été conçu par l'insémination de la mère porteuse ukrainienne avec le sperme de Laurent et la mère porteuse a ensuite abandonné l'enfant juste après la naissance, comme convenu. Les problèmes ont commencé lorsque le consul belge à Kiev a refusé de délivrer un passeport belge au nouveau-né. Bart Ouvry, du SPF Affaires étrangères, déclare à ce propos: « En réalité, il existe en Belgique un vide juridique en ce qui concerne la pratique de la maternité de substitution. C'est la raison pour laquelle nous ne pouvons pas reconnaître la nationalité de l'enfant. »

nemen, niet. In de recente « *Koppen* » uitzending van de VRT « *Homokoppel wacht al twee jaar op hun kind* » wordt die problematiek treffend belicht (1).

Ook in ons land liggen de opvattingen over (de toelaatbaarheid van) draagmoederschap ver uit elkaar. De in het verleden ingediende wetsvoorstellen gaan van een totaalverbod tot en met het openstellen van de mogelijkheid tot draagmoederschap onder welbepaalde voorwaarden. Aan de basis van diverse van deze voorstellen, lag de destijds ophefmakende betwisting over « *baby D(onna)* ».

Deze zaak sleept al aan sinds 26 februari 2005 en tot op vandaag zijn nog niet alle aspecten geregeld noch behandeld.

De baby was bedoeld voor de Belgische wensouders en de Belgische wensvader is ook de biologische vader (DNA onderzoek wees dit uit). De draagmoeder verkocht echter het meisje aan Nederlandse wensouders die geen genetische band met het kind hebben.

De draagmoeder bleef immers tijdens haar zwangerschap zoeken naar andere kandidaat-wensouders, die ze vond in het Nederlandse echtpaar.

Het getouwtrek rond de baby speelt zich dan ook af binnen twee verschillende landen en tussen deze landen onderling. Naast de juridische procedure in Nederland, is er ook een lopende procedure in België: « Het parket van Oudenaarde vraagt een doorverwijzing naar de correctionele rechtbank van zowel de draagmoeder als de Nederlandse koopouders als de biologische wensvader. Zowel de « bestelling » van het kind door de wensouders als de door de draagmoeder georganiseerde verkoop van het kind aan de Nederlandse koopouders, kan als « mensonterend gedrag » worden beschouwd, » luidt de redenering.

(1) Het verdriet is enorm bij Peter Meurrens (37) en Laurent Ghilain (27). Het homokoppel heeft een zoontje Samuel van 2, dat vastzit in een Oekraïens weeshuis. Dat blijft zo tot een Belgische rechter de vaderschapsband eindelijk wil erkennen. Peter: « Adoptie kan in ons land maar bleek in de praktijk zo moeilijk, dat we voor een draagmoeder kozen uit Oekraïne, waar dat legaal is. Maar niemand had verwacht dat uitgerekend de Belgische autoriteiten zouden tegenwerken. » Het jongetje is verwekt met het zaad van Laurent bij een Oekraïense draagmoeder, die hem meteen na de geboorte zoals afgesproken afstond. De problemen begonnen toen de Belgische consul in Kiev de pasgeboren baby geen Belgisch paspoort wilde geven. Bart Ouvry van het ministerie van Buitenlandse Zaken. « De praktijk van draagmoeders is eigenlijk een leemte in de Belgische wet. Daardoor kunnen we de nationaliteit van het kind niet erkennen. »

En janvier 2009, le ministère public néerlandais a décidé que les parents adoptifs néerlandais ne pouvaient pas être poursuivis pour adoption illégale du bébé Donna, parce que la déclaration du père biologique avait été faite trop tard. Aux Pays-Bas, l'adoption illégale est en effet prescrite après deux ans. Or le père biologique a fait sa déclaration en juillet 2007, et l'adoption a eu lieu en mars 2005.

Par conséquent, les parents acheteurs ne pouvaient plus être poursuivis pour l'infraction concernée. Le ministère public conclut en outre que le couple n'a pas commis d'autres infractions dans le cadre de l'adoption du bébé Donna.

La jurisprudence belge ne considère pas que la maternité de substitution est en soi contraire à l'ordre public, comme en témoignent les décisions de justice suivantes :

— Tribunal de la jeunesse de Bruxelles, 4 juin 1996, et Tribunal de la jeunesse de Turnhout, 4 octobre 2000 (1)

Dans ces jugements, il était précisé que la maternité de substitution n'est pas contraire à l'ordre public et que l'adoption d'un enfant par les parents demandeurs génétiques et sociaux, consécutive à une convention de maternité de substitution, peut être autorisée et repose sur un motif légitime qui présente des avantages pour l'enfant.

— Cour d'appel d'Anvers, 14 janvier 2008 (2)

L'appelante ne pouvait pas avoir d'enfants naturellement à cause d'une anomalie congénitale. Sa mère s'est alors portée candidate pour porter l'enfant de sa fille et du mari de celle-ci. Il s'agissait de l'enfant biologique des parents demandeurs, les spermatozoïdes provenant du père demandeur et les ovules de la mère demandeuse. La procédure n'a pas été lancée à la légère : elle a été précédée d'un dépistage approfondi et n'a véritablement commencé qu'après l'avis favorable du comité éthique de l'hôpital où le traitement a eu lieu.

L'adoption de l'enfant par la mère demandeuse n'a pas été approuvée en première instance. Ce jugement a été revu en appel et, cette fois, la cour a accordé l'adoption plénière aussi bien à la mère demandeuse qu'au père demandeur. Selon la cour, le fait d'attribuer pleinement les droits parentaux aux parents demandeurs était dans l'intérêt de l'enfant et n'était pas contraire à l'ordre public. La cour a aussi tenu compte du fait qu'il s'agissait d'une maternité de substitution

(1) Trib. Jeun. Bruxelles, 4 juin 1996, *Rev. dr. santé*, 1997-1998, p. 124; Trib. Jeun. Turnhout, 4 octobre 2000, *RW*, 2001-2002, p. 206.

(2) Anvers, 14 janvier 2008, *RW*, 2007-2008, p. 1774, Note F. Swennen « Adoptie na draagmoederschap ».

In januari 2009 besloot het Openbaar ministerie in Nederland dat de Nederlandse pleegouders niet vervolgd konden worden voor illegale adoptie van baby Donna. Dit omdat de aangifte van de biologische vader te laat werd gedaan : illegale adoptie verjaart in Nederland na twee jaar. De biologische vader deed aangifte in juli 2007, de adoptie vond plaats in maart 2005.

De koopouders konden dan ook niet langer vervolgd worden voor dit strafbaar feit. Daarnaast concludeert het OM dat het stel zich niet schuldig maakte aan andere strafbare feiten omtrent het adopteren van baby Donna.

De Belgische rechtspraak verwerpt als dusdanig het draagmoederschap niet als strijdig met de openbare orde. Getuige daarvan de hierna opgesomde rechtspraak :

— Jeugdrechtbank Brussel 4 juni 1996 en Jeugdrechtbank Turnhout 4 oktober 2000 (1)

In deze uitspraken werd gestipuleerd dat draagmoederschap niet in strijd is met de openbare orde en dat « de opvolgende adoptie door de genetische en sociale wensouders van een kind na draagmoederschap kan worden toegestaan en berust op een wettige reden die het kind tot voordeel strekt ».

— Hof van Beroep te Antwerpen 14 januari 2008 (2)

De appelante kon door een congenitale afwijking geen kinderen krijgen op een natuurlijke wijze, haar moeder stelde zich dan ook kandidaat om het kind van haar en haar echtgenoot te dragen. Het ging over een biologisch eigen kind van de wensouders, de zaadcellen kwamen van de wensvader en de eicellen van de wensmoeder. Er werd niet onbezonnen in deze procedure gestapt, een uitgebreide screening ging eraan vooraf, het startschot werd pas gegeven na het gunstig advies van het ethisch comité van het ziekenhuis waar ze de behandeling ondergingen.

In eerste aanleg werd de adoptie van het kind door de wensmoeder niet goedgekeurd. In beroep wordt deze uitspraak herzien en kent het Hof de volle adoptie toe aan zowel de wensmoeder als de wensvader. Het was naar de mening van het hof in het voordeel van het kind en niet strijdig met de openbare orde om de ouderschapsrechten volledig aan de wensouders toe te kennen. Ook werd in overweging genomen dat het ging om ideëel draagmoederschap, waarbij de draag-

(1) Jeugdrechtb. Brussel, 4 juni 1996, *T. Gez.* 1997-1998, p. 124; Jeugdrechtb. Turnhout, 4 oktober 2000, *RW*, 2001-2002, blz. 206.

(2) Antwerpen, 14 januari 2008, *RW*, 2007-2008, p. 1774, Noot F. Swennen « Adoptie na draagmoederschap ».

idéale : la mère porteuse a donné son consentement en vue d'une adoption plénière, les parents demandeurs étaient les parents biologiques et ils exerçaient l'autorité parentale depuis la naissance de l'enfant.

Par la présente proposition de loi, les auteurs souhaitent régler légalement la maternité de substitution dite « de haute technologie » sans se prononcer sur les autres formes de maternité de substitution. Lors de l'élaboration de la proposition, il a été tenu compte, dans une large mesure, de l'avis rendu en 2004 par le Comité consultatif de bioéthique (1).

Les lignes de force de la proposition sont les suivantes :

— la maternité de substitution (de haute technologie) est autorisée uniquement dans des centres de fertilité agréés à cet effet par le Roi, qui disposent d'une équipe d'experts multidisciplinaire chargée d'accompagner les parents demandeurs et la mère porteuse dans tous les domaines envisageables;

— la maternité de substitution est ouverte à tous les couples, mariés ou non, quel que soit le sexe des partenaires;

— les centres peuvent refuser une maternité de substitution si les conditions légales ne sont pas remplies ou s'ils la jugent contraire au bien-être d'une des parties (en vertu de ce qu'on appelle la clause de conscience);

— des conditions claires sont imposées à quiconque souhaite être mère porteuse ou parent demandeur;

— les droits et les devoirs de chaque partie sont définis dans une convention de maternité de substitution détaillée, dont le modèle doit encore être défini par le Roi. Un modèle de convention à débattre est annexé à la présente proposition de loi;

— le formalisme qui caractérise inévitablement la proposition vise à préserver les intérêts de chaque partie;

— le droit de la filiation est modifié de telle manière qu'en cas de maternité de substitution, les parents demandeurs soient désignés comme étant les parents. À l'heure actuelle, le droit belge se base en effet presque exclusivement sur un critère biophysique : la femme qui accouche est automatiquement considérée comme la mère juridique de l'enfant. Si une mère porteuse accouche en Belgique d'un enfant pour autrui, c'est elle qui est, malgré tout, la mère juridique de l'enfant et on ne peut pas l'obliger à céder l'enfant. Les parents demandeurs ne pourront donc revendiquer

(1) Comité consultatif de bioéthique, 2004, avis n° 30 du 5 juillet 2004 relatif à la gestation pour autrui (maternité de substitution).

moeder toestemming gaf tot volle adoptie, dat de wensouders de biologische ouders waren en dat zij sinds de geboorte het ouderlijk gezag uitoefenden.

Met voorliggend wetsvoorstel willen wij het zogeheten hoogtechnologisch draagmoederschap wettelijk regelen, zonder ons uit te spreken over de andere vormen van draagmoederschap. Bij de uitwerking van het voorstel is in ruime mate rekening gehouden met het advies van het Comité voor Bio-ethiek van 2004 (1).

De krachtlijnen van het voorstel zijn :

— (hoogtechnologisch) draagmoederschap kan uitsluitend in daartoe door de Koning erkende fertilititeitscentra, die over een multidisciplinair expertenteam beschikken om de wensouders en de draagmoeder op alle mogelijke vlakken te begeleiden;

— Het draagmoederschap staat open voor al dan niet gehuwde koppels, ongeacht het geslacht;

— De centra kunnen het draagmoederschap weigeren indien de wettelijke voorwaarden niet vervuld zijn of indien ze het strijdig oordelen met het welzijn van een van de partijen (de zogeheten gewetensclausule);

— Duidelijke voorwaarden worden opgelegd om draagmoeder dan wel wensouder te zijn;

— De rechten en plichten van elke partij worden in een extensieve draagmoederschapsovereenkomst vastgelegd, door de Koning uit te werken. Als bijlage wordt een te discussiëren model bij het wetsvoorstel gevoegd;

— Het onontkomelijk formalisme is ingebouwd om de belangen van elke partij te vrijwaren;

— Het afstammingsrecht wordt gewijzigd in de zin dat bij draagmoederschap de wensouders als ouders genoteerd worden. Het Belgisch recht redeneert momenteel immers quasi uitsluitend vanuit een biophysiek gegeven. De vrouw die bevalt wordt automatisch gezien als de juridische moeder van het kind. Indien een draagmoeder in België bevalt van anderen kind is zij toch de juridische moeder en kan zij niet verplicht worden het kind af te geven. De wensouders kunnen dus enkel aanspraak maken op het kind indien hun rechten, voortvloeiend uit de

(1) Comité voor Bio-ethiek, 2004, advies van het Raadgevend Comité voor Bio-ethiek nr. 30 van 5 juli 2004 betreffende de zwangerschap voor een ander (draagmoederschap).

l'enfant que si leurs droits découlant du « service » sont protégés par une réglementation légale.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 2

Cet article définit les concepts utilisés dans la présente proposition de loi et esquisse ainsi le champ d'application de celle-ci. La réglementation que nous proposons en l'espèce s'applique exclusivement à la maternité de substitution où la mère porteuse ne fournit elle-même aucun matériel génétique. La littérature scientifique effectue en effet une distinction entre :

— la maternité de substitution dite « de haute technologie » : elle consiste en l'implantation chez la mère porteuse d'un embryon créé par fécondation *in vitro* pour laquelle l'ovule, le spermatozoïde, ou les deux proviennent d'un ou des parent(s) demandeur(s);

— la maternité de substitution dite de « basse technologie » : la mère porteuse s'insémine elle-même avec le sperme du père demandeur. Elle fournit un ovule et met son utérus à la disposition du couple demandeur.

La présente proposition de loi vise donc à régler exclusivement la maternité de substitution de haute technologie. Ainsi qu'il a déjà été précisé dans les développements, c'est elle qui offre les meilleures garanties quant au fait que la mère porteuse peut céder l'enfant à la naissance.

Article 3

Cet article confirme qu'il doit s'agir de la maternité de substitution de haute technologie. Il est précisé aussi que le partenaire, marié ou non, de la mère porteuse, ne peut jouer aucun rôle non plus dans la conception de l'enfant.

Article 4

Cet article interdit toute forme de publicité pour la maternité de substitution, rémunérée ou non. Une candidate mère porteuse peut toutefois se faire connaître auprès des centres de maternité de substitution (voir plus loin).

Signalons aussi en passant que le Roi est chargé de fixer les divers défraiements et indemnités auxquels la mère porteuse peut prétendre le cas échéant.

« dienst », beschermd worden via een wettelijke regeling.

TOELICHTING BIJ DE ARTIKELEN

Artikel 2

Dit artikel definieert de begrippen waarvan sprake in dit wetsvoorstel en schetst aldus de toepassingsfeer van het voorstel. De regeling die wij hier voorstellen is uitsluitend van toepassing op het draagmoederschap waarbij de draagmoeder zelf geen genetisch materiaal levert. In de wetenschappelijke literatuur wordt inderdaad een onderscheid gemaakt tussen :

— hoogtechnologisch draagmoederschap : er wordt bij de draagmoeder een embryo ingeplant dat ontstaan is door *in vitro* fertilisatie waarbij de eicel, het semen of beide afkomstig zijn van de wensouders :

— laagtechnologisch draagmoederschap : de voortplantingstechniek waarbij de draagmoeder zichzelf insemineert met het sperma van de wensvader, zij stelt hierbij zowel haar baarmoeder als een eicel ter beschikking van de wensouders.

Het wetsvoorstel organiseert dus uitsluitend het « hoogtechnologisch » draagmoederschap. Zoals reeds in de toelichting omschreven garandeert dit het best dat de draagmoeder afstand kan doen van het kind dat geboren wordt.

Artikel 3

Dit artikel bevestigt dat het om hoogtechnologisch draagmoederschap moet gaan. Er wordt aan toegevoegd dat ook de al dan niet gehuwde partner van de draagmoeder geen rol mag spelen in de verwekking van het kind.

Artikel 4

Dit artikel verbiedt elke vorm van reclame voor al dan niet betalend draagmoederschap. Wel kan een kandidaat draagmoeder zich melden bij de centra voor draagmoederschap (zie verder).

Terzijde wijzen wij er hier reeds op dat de Koning belast wordt met het vaststellen van de diverse kosten en vergoedingen waarop de draagmoeder zich in voorkomend geval kan beroepen.

Article 5

Seuls les centres de fertilité peuvent, s'ils le souhaitent, créer un centre de maternité de substitution. À cet effet, ils doivent être agréés par le Roi qui fixe également les conditions auxquelles ceux-ci doivent répondre.

En vue d'aider les parents demandeurs et la mère porteuse, les centres doivent garantir la présence d'une équipe composée au moins d'un gynécologue, d'un interniste, de deux psychologues et d'un juriste.

Article 6

Les centres de maternité de substitution assurent l'accompagnement de toutes les parties dans ses divers aspects. Cet article précise en son paragraphe 1^{er} ce que cet accompagnement recouvre exactement sur les plans médical, psychologique et juridique.

Le paragraphe 2 prévoit l'obligation pour les centres de maternité de substitution de rendre compte de leurs activités à échéances régulières de manière que la mise en œuvre de la loi proposée puisse être évaluée et, au besoin, corrigée. Les centres ont également pour mission de réaliser une enquête à long terme sur la maternité de substitution et sur les enfants qui en sont issus.

Article 7

Cet article formalise la demande d'accompagnement introduite par les parents demandeurs et la mère porteuse ainsi que la réponse du centre de maternité de substitution. Pareille formalisation est nécessaire pour pouvoir définir avec précision les droits et les devoirs de chaque partie. Ainsi qu'il est précisé plus loin, tous les couples mariés ou cohabitants, quel que soit le sexe des partenaires, peuvent être parents demandeurs. La condition relative à la présentation d'une attestation confirmant l'impossibilité pour la mère demandeuse de mener une grossesse à terme ne sera donc pas d'application dans tous les cas.

Cet article précise aussi les motifs pour lesquels le centre de maternité de substitution peut refuser l'accompagnement. L'un de ces motifs est évidemment le fait que l'une des conditions fixées dans la loi proposée n'est pas remplie, par exemple, s'il ne s'agit pas de maternité de substitution de haute technologie, ou si la mère porteuse ou les parents demandeurs ne répondent pas à l'une des (autres) conditions posées. En outre, le centre peut également refuser l'accompagnement s'il estime que la maternité de substitution représenterait une charge physique ou psychologique trop lourde pour la mère porteuse ou pour les parents demandeurs. Il peut donc invoquer ce que l'on appelle

Artikel 5

Uitsluitend fertiliteitscentra kunnen desgewenst een centrum voor draagmoederschap organiseren. Zij dienen daartoe erkend te worden door de Koning, die tevens de voorwaarden daartoe vastlegt.

Minimaal moet een team, samengesteld uit ten minste een gynaecoloog, een internist, twee psychologen en een jurist, aanwezig zijn om de wensouders en de draagmoeder bij te staan.

Artikel 6

De centra voor draagmoederschap staan in voor de diverse aspecten van de begeleiding van alle partijen. Paragraaf 1 van dit artikel omschrijft wat dat precies inhoudt op medisch, psychologisch en juridisch vlak.

Paragraaf 2 voorziet in een regelmatige rapportage door de centra voor draagmoederschap teneinde de praktische toepassing van deze wet te evalueren en waar nodig bijgestuurd te worden. De centra worden tevens belast met een lange termijnonderzoek inzake draagmoederschap en de daaruit geboren kinderen.

Artikel 7

Dit artikel formaliseert de aanvraag tot begeleiding door de wensouders en de draagmoeder en het antwoord van het centrum voor draagmoederschap. Een dergelijke formalisering is nodig om de rechten en plichten van elke partij correct vast te leggen. Zoals later wordt aangegeven, kan een gehuwd of samenwonend koppel, ongeacht het geslacht, wensouder zijn. Dit veronderstelt een uiteenlopende regeling wat betreft het al dan niet voorleggen van een attest inzake de onmogelijkheid tot zwangerschap vanwege de wensmoeder.

Tevens wordt aangegeven op welke gronden het centrum voor draagmoederschap de begeleiding kan weigeren. Uiteraard kan dat indien een van de voorwaarden zoals in deze wet is vastgelegd, niet wordt gerespecteerd. Bijvoorbeeld indien het niet gaat om hoogtechnologisch draagmoederschap, maar bijvoorbeeld ook indien de draagmoeder of de wensouders niet voldoet aan de (verder) gestelde voorwaarden. Maar daarnaast kan het centrum ook weigeren indien geoordeeld wordt dat het draagmoederschap voor de draagmoeder of de wensouders fysiek of psychologisch te belastend is. Dat is wat al eens de « gewetensclausule » genoemd wordt: de

la « clause de conscience », c'est-à-dire la clause visée dans l'article 5 de la loi du 6 juillet 2007 relative à la procréation médicalement assistée et à la destination des embryons surnuméraires et des gamètes.

Article 8

Cet article formalise la convention entre les parents demandeurs, la mère porteuse et le centre de maternité de substitution dans le cas où ce dernier approuve la demande. Outre les éléments dont la mention est déjà prescrite par la loi du 6 juillet 2007, la convention doit comprendre aussi les données relatives aux parents demandeurs et à la mère porteuse ainsi que l'accord (la signature) du partenaire (marié ou non) de celle-ci. Chaque partie reçoit un exemplaire de la convention.

Article 9

Cet article définit les conditions à remplir pour pouvoir être parent demandeur. Outre la capacité (juridique), il y a aussi des conditions liées, entre autres, à la nationalité, au séjour et à l'âge des parents demandeurs.

Tous les couples mariés ou non, quel que soit le sexe des partenaires, peuvent avoir recours à une mère porteuse. Toutefois, si le parent demandeur ou l'un des parents demandeurs est une femme, il doit produire une attestation du gynécologue certifiant l'impossibilité ou la contre-indication d'une grossesse.

Enfin, les parents demandeurs doivent être disposés à subir un examen médical et psychologique et à accepter l'aide nécessaire au cours de la grossesse.

Article 10

Cet article définit les conditions auxquelles une mère porteuse doit répondre. Ici aussi, outre la condition relative à la capacité, il y a également des conditions liées à la nationalité, au séjour et à l'âge. S'agissant de cette dernière condition, une dérogation spécifique est prévue lorsque la mère porteuse est la mère ou la soeur d'un des parents demandeurs.

La mère porteuse doit se soumettre à un examen médical et psychologique et accepter l'aide nécessaire au cours de la grossesse. Pour exclure les risques au maximum, la mère porteuse doit aussi produire une attestation certifiant que sa grossesse ne devrait comporter aucun risque particulier et doit avoir donné naissance à au moins un enfant encore en vie.

clausule bedoeld in artikel 5 van de wet van 6 juli 2007 betreffende de medisch begeleide voortplanting en de bestemming van de overtollige embryo's en gameten.

Artikel 8

Dit artikel formaliseert de overeenkomst tussen de wensouders, draagmoeder en het centrum voor draagmoederschap wanneer dat laatste de aanvraag goedkeurt. Naast de vermeldingen die reeds opgenomen zijn in de wet van 6 juli 2007 dienen de gegevens met betrekking tot de wensouders en de draagmoeder opgenomen te worden, evenals het akkoord (handtekening) van de partner (al dan niet gehuwd) van die laatste. Elke partij krijgt een exemplaar van deze overeenkomst.

Artikel 9

Omschrijft de voorwaarden die voldaan moeten zijn om wensouder te kunnen zijn. Naast de (juridische) bekwaamheid betreft het dan onder meer de nationaliteit, het verblijf en de leeftijd van de wensouders.

Het beroep kunnen doen op een draagmoeder staat open voor koppels, al dan niet gehuwd en ongeacht het geslacht. Indien evenwel de wensouder of een van de wensouders een vrouw is, dient zij een attest over de maken van de gynaecoloog ter staving dat zij onmogelijk of onwenselijk zwanger kan worden.

Tot slot moeten de wensouders bereid zijn tot een medische en psychologische screening en de nodige bijstand tijdens de zwangerschap aanvaarden.

Artikel 10

Omschrijft aan welke voorwaarden een draagmoeder dient te voldoen. Ook hier zijn er naast bekwaamheid ook voorwaarden naar nationaliteit, verblijf en leeftijd. Wat dat laatste betreft wordt een specifieke afwijking op de leeftijd voorzien wanneer de draagmoeder de moeder of de zuster is van de wensouder.

De draagmoeder moet bereid zijn tot een medische en psychologische screening en de nodige bijstand tijdens de zwangerschap aanvaarden. Om risico's maximaal uit te sluiten dient eveneens het bewijs geleverd te worden dat er geen bijzondere risico's te verwachten zijn tijdens deze zwangerschap, en dient de draagmoeder minstens één nog levend kind geboort te hebben.

Article 11

Les parents demandeurs et la mère porteuse concluent une convention concernant (les conséquences de) la grossesse et la naissance de l'enfant. Le Roi détermine les points que les parties doivent régler dans cette convention. Une convention-type — qui n'est pas à prendre ou à laisser — figure plus loin à titre d'annexe. Afin de garantir la plus grande clarté, cette convention est établie avec l'aide du juriste du centre.

Elle est ensuite coulée dans un acte notarié. C'est une formalité indispensable compte tenu de la nécessité de régler la filiation.

Article 12

Tant la mère porteuse que les parents demandeurs disposent d'un délai de réflexion pendant lequel ils peuvent revenir sur les accords conclus. À cet effet, il est évident qu'une résiliation formelle est nécessaire. Les modalités concrètes y afférentes figurent dans la convention-type (voir *supra*).

Article 13

Il va de soi que les parents demandeurs supportent les frais exposés directement (par exemple, les frais hospitaliers non remboursés) ou indirectement (par exemple, les frais de déplacement) par la mère porteuse. Le Roi détermine ces frais et indemnités. Des indemnités supplémentaires peuvent également être fixées sans pour autant que la maternité de substitution ne puisse devenir une « activité » lucrative. C'est aux parties qu'il incombe de fixer, dans la convention de maternité de substitution, ces frais et indemnités, en plus d'un certain nombre de modalités pratiques telles que le moment des paiements (remboursements).

Articles 14 à 17

Ces articles modifient plusieurs dispositions du Code civil en vue de l'établissement de la filiation de l'enfant. Ils prévoient que la convention de maternité de substitution est transmise à l'officier de l'état civil (c'est ce qui justifie aussi l'obligation de consigner la convention dans un acte notarié).

Le principe de base est que la mère demandeuse est déjà désignée comme mère dans l'acte de naissance. Conformément à l'article 315, son mari y est repris comme père. La législation existante autorise le partenaire à reconnaître l'enfant. Cela vaut aussi pour

Artikel 11

Wensouders en draagmoeder sluiten een overeenkomst inzake de (gevolgen van de) zwangerschap en geboorte van het kind. De Koning bepaalt wat in deze overeenkomst tussen de partijen vastgelegd moet worden. Een niet te nemen of te laten model van dergelijke overeenkomst wordt als bijlage bij deze toelichting gevoegd. Om een en ander te verduidelijken wordt daarbij in de tussenkomst van de jurist van het centrum voorzien.

De overeenkomst wordt vervolgens in een notariële akte gegoten, een formalisme dat ons noodzakelijk lijkt gelet op de verder voorziene regeling van de afstamming.

Artikel 12

Zowel de draagmoeder als de wensouders beschikken over een bedenktijd waarbinnen zij kunnen terugkomen op de gemaakte afspraken. Daartoe is een formele opzegging uiteraard een noodzaak. De concrete modaliteiten hiervan worden in de modelovereenkomst (zie *supra*) opgenomen.

Artikel 13

De wensouders dragen uiteraard de kosten die de draagmoeder rechtstreeks (bijvoorbeeld niet terugbetaalde ziekenhuiskosten) of onrechtstreeks (bijvoorbeeld verplaatsingskosten) dient te maken. De Koning bepaalt deze kosten en vergoedingen. Daarbuiten kunnen supplementaire vergoedingen vastgelegd worden, zonder dat evenwel het draagmoederschap een lucratieve « bezigheid » kan worden. Het is aan de partijen om deze kosten en vergoedingen vast te leggen in de draagmoederschapsovereenkomst, naast een aantal andere praktische afspraken zoals het moment van de (terug)betalingen.

Artikelen 14 tot 17

Deze artikelen wijzigen een aantal bepalingen in het Burgerlijk Wetboek met het oog op de vaststelling van de afstamming van het kind. Deze komen er op neer dat de draagmoederschapsovereenkomst overgemaakt wordt ten behoeve van de ambtenaar van de burgerlijke stand (vandaar ook de vereiste om deze notariële te laten vastleggen).

Het uitgangspunt is dat een wensmoeder reeds in de akte van geboorte als moeder opgegeven wordt. Overeenkomstig artikel 315 wordt haar partner opgenomen als vader. De samenwonende partner kan overeenkomstig de bestaande wetgeving het kind

un couple homosexuel marié ou non. Enfin, il est prévu que la mère porteuse ne peut engager aucune action en contestation de maternité ou de paternité.

Article 18

Cet article fixe les peines sanctionnant un certain nombre d'infractions aux dispositions de la loi proposée ainsi que plusieurs comportements inadmissibles.

Article 19

Vu la nécessité de prendre une série d'arrêtés royaux d'exécution de la loi, l'entrée en vigueur de celle-ci est prévue au plus tard un an après sa publication au *Moniteur belge*.

ANNEXE

Projet de convention-type de maternité de substitution

Section I^{er} — Généralités

Faits

La présente convention est établie le ... (date), par et entre ..., la mère porteuse, ..., son époux/partenaire cohabitant légal, domiciliés à l'adresse suivante ... (adresse) et ..., (le parent demandeur), et ..., (le parent demandeur), domiciliés à l'adresse suivante ... (adresse).

Considérations

La convention a été établie par référence aux faits suivants :

- i. ... (parent demandeur) et ... (parent demandeur) sont âgés de plus de dix-huit ans et souhaitent adhérer au présent contrat.
- j. Le présent contrat a pour seul but de permettre à ... et ... (parents demandeurs) d'obtenir un enfant qui leur soit biologiquement apparenté (éventuellement: un enfant qui soit biologiquement apparenté à un seul des deux parents demandeurs)
- k. ... (mère porteuse) et ... (époux/partenaire cohabitant légal) sont âgés de plus de dix-huit ans et souhaitent adhérer au présent contrat.

Objet et portée

La présente convention a pour unique objectif de permettre à des parents demandeurs d'obtenir un enfant qui leur soit biologiquement apparenté. À cet effet, il sera procédé à l'implantation, chez la mère porteuse, d'un ou de plusieurs embryons

erkennen. Dat geldt ook voor een al dan niet gehuwd homokoppel. Tot slot wordt bepaald dat de draagmoeder geen vordering tot betwisting van het ouderschap kan instellen.

Artikel 18

Naast een aantal overtredingen op de bepalingen van deze wet worden een aantal onoorbare gedragingen strafbaar gesteld.

Artikel 19

Gelet op de noodzaak van een reeks koninklijke besluiten ter uitvoering van de wet, wordt de inwerkingtreding ervan uiterlijk een jaar na de publicatie van de wet in het *Belgisch Staatsblad* gesteld.

BIJLAGE

Ontwerpmodel draagmoederschapsovereenkomst

Sectie I — Algemeen

Feiten

Deze overeenkomst is opgemaakt op ... (datum), door en tussen ..., de draagmoeder, ..., haar echtgenoot/wettelijk samenwonende partner, wonende op volgend adres ... (adres) en ..., (de wensouder), en ..., (de wensouder), wonende op volgend adres ... (adres).

Overwegingen

De overeenkomst werd opgemaakt met verwijzing naar volgende feiten :

- i. ... (wensouder) en ... (wensouder) zijn personen ouder dan achttien jaar die wensen toe te treden tot dit contract.
- j. Het contract heeft als enig doel ... en ... (wensouders) in staat te stellen een biologisch eigen kind te krijgen (mogelijks: om het biologisch eigen kind van slechts één van beide wensouders te krijgen)
- k. ... (draagmoeder) en ... (echtgenoot/wettelijk samenwonende partner) zijn personen ouder dan achttien jaar die wensen toe te treden tot dit contract.

Doel en opzet

Het enige doel van deze overeenkomst is het mogelijk maken van het krijgen van een biologisch eigen kind voor de wensouders. Dit zal gebeuren door de implantatie van een of meerdere, *in vitro* gecreëerde, embryo («s) bij de draagmoeder. Deze laatste verbindt

créés *in vitro*. Celle-ci s'engage à mener la grossesse à terme et à céder l'enfant aux parents demandeurs après la naissance.

Les parties conviennent qu'il sera procédé à ... reprises à l'implantation d'un embryon chez la mère porteuse. Lors de chaque intervention, deux embryons au maximum seront implantés, à moins que le gynécologue ou le collègue des médecins du centre de maternité de substitution n'en décide autrement. Si, après ... tentatives de fécondation, aucune grossesse ne s'est encore déclarée, chaque partie pourra mettre fin à la convention par lettre recommandée adressée à l'autre partie, au centre de maternité de substitution et au gynécologue traitant.

En cas de désaccord entre les parties, celles-ci conviennent que la présente convention et l'engagement qu'elles y ont pris servent de base au règlement du conflit.

Section II — Parties

Les parents demandeurs certifient être ... (mariés, cohabitants légaux, isolés) au moment de la signature de la convention. Le père demandeur et/ou la mère demandeuse certifient, de bonne foi, être en mesure de donner des gamètes d'une qualité suffisante pour être utilisés en vue d'une fécondation *in vitro*.

La mère porteuse certifie être ... (mariée, cohabitante légale, isolée) au moment de la signature de la convention et souhaiter adhérer avec son conjoint ou partenaire cohabitant à la présente convention.

La mère porteuse certifie avoir plus de vingt et un ans et souhaiter adhérer à la présente convention pour la raison précitée et non dans le but de porter un enfant ou de donner naissance à un enfant. Elle déclare être en mesure de prendre une décision éclairée, décision qu'elle a prise sous accompagnement professionnel et après une évaluation minutieuse des intérêts en présence.

La mère porteuse joint à la présente convention une attestation du gynécologue certifiant qu'elle est normalement apte à être enceinte. L'attestation en question certifie également que la mère porteuse est normalement en mesure de mener la grossesse à terme sans risque particulier, pour elle-même ou pour l'enfant à naître, préexistant à la conclusion de la présente convention. La mère porteuse déclare que ni elle, ni son partenaire ne souhaite nouer une relation enfant-parent avec l'enfant.

Par la présente, la mère porteuse consent à l'implantation des embryons créés *in vitro*.

La mère porteuse et son partenaire remettent l'enfant aux parents demandeurs ... jour(s) après la naissance. La mère porteuse et son partenaire certifient qu'ils collaboreront à toute action juridique que les parents demandeurs devraient éventuellement entreprendre pour obtenir la parentalité juridique, et ce dans un délai raisonnable après la naissance de l'enfant.

La mère porteuse déclare avoir connaissance du fait qu'elle ne dispose pas du droit à consentir à la reconnaissance de l'enfant dont elle accouche (article 329bis, § 2, du Code civil).

Les parents demandeurs et la mère porteuse ont opté, de commun accord, pour l'accompagnement par le centre de maternité de substitution, non partie à la présente convention, situé à ...

Section III — Engagement

Toutes les parties certifient que les informations fournies dans le cadre de la convention de maternité de substitution sont, à leur

zich ertoe de zwangerschap te voldragen en het kind over te dragen aan de wensouders na de geboorte.

De partijen komen overeen dat er ...maal een embryo zal worden ingeplant bij de draagmoeder. Bij elke inplanting worden er maximum twee embryo's ingebracht; hiervan kan worden afgeweken indien de gynaecoloog of het panel van artsen van het centrum voor draagmoederschap hier anders over beslissen. Indien er na de ... -maal nog geen zwangerschap voortkwam uit de bevruchtingspogingen mag elke partij de overeenkomst beëindigen via aangetekend schrijven aan de andere partij, het centrum voor draagmoederschap en de behandelende gynaecoloog.

In geval van enige discussie tussen de partijen, is het de wens van deze partijen dat deze overeenkomst en het engagement dat ze hierin opnemen, dient als basis voor de oplossing van het conflict.

Sectie II — Partijen

De wensouders getuigen dat zij ... (gehuwd, wettelijk samenwonend, alleenstaand) zijn op het moment van de ondertekening van het contract. De wensvader en/of wensmoeder getuigen in goed vertrouwen dat zij in staat zijn gameten af te staan van afdoende kwaliteit om deze te gebruiken bij de *in vitro* fertilisatie.

De draagmoeder getuigt dat zij ... (gehuwd, wettelijk samenwonend, alleenstaand) is op het moment van de ondertekening van de overeenkomst en dat zij samen met haar echtgenoot of samenwonende partner wil toetreden tot deze overeenkomst.

De draagmoeder bevestigt dat zij ouder is dan eenentwintig jaar en wenst toe te treden tot deze overeenkomst om bovenstaande reden en niet om een kind van haar zelf te dragen of te baren. Zij verklaart in staat te zijn tot het nemen van een geïnformeerde beslissing; ze nam deze beslissing, onder professionele begeleiding, na een zorgvuldige afweging van de betrokken belangen.

De draagmoeder sluit bij deze overeenkomst een attest van de gynaecoloog in dat verklaart dat zij normaliter in staat is zwanger te geraken. Ook getuigt dit attest dat de draagmoeder normaliter in staat is de zwangerschap te voltooien zonder een bijzonder risico voor haar of het ongeboren kind, bestaande alvorens het aangaan van deze overeenkomst. Ze geeft aan dat zij, noch haar partner, wensen een ouder-kind band op te bouwen met kind.

De draagmoeder stemt hierbij in met de inplanting van de, *in vitro* gecreëerde, embryo's.

De draagmoeder en haar partner overhandigen het kind aan de wensouders ... dag(en) na de geboorte. De draagmoeder en haar partner bevestigen te zullen meewerken aan elke, mogelijks nodige, juridische actie die de wensouders moeten ondernemen om het juridisch ouderschap te verkrijgen. Dit binnen een redelijke termijn na de geboorte van het kind.

De draagmoeder geeft aan kennis te hebben van de afwezigheid van het recht toestemming te verlenen bij de erkenning van het kind van de vrouw die bevalt van het kind (artikel 329bis, § 2, van het Burgerlijk Wetboek).

De wensouders en draagmoeder kozen, in samenspraak, voor de begeleiding van het centrum voor draagmoederschap, geen partij in deze overeenkomst, gelegen te ...

Sectie III — Engagement

Alle partijen getuigen dat de informatie verstrekt in het kader van de draagmoederschapsovereenkomst waarheidsgetrouw en

connaissance, conformes à la vérité et précises. Aucune des informations fournies n'a été falsifiée dans le but de satisfaire aux conditions définies dans la loi du ... relative à la maternité de substitution.

Examen psychologique

La mère porteuse, le partenaire de la mère porteuse et les parents demandeurs subissent un examen psychologique préalable, qui est effectué par le psychologue du centre en concertation avec les membres de l'équipe pluridisciplinaire.

Toutes les informations obtenues durant cette séance sont soumises au secret professionnel et ne peuvent être communiquées qu'aux autres parties à la présente convention. Une exception à ce principe peut être admise dans l'intérêt de l'enfant. La mère porteuse et son partenaire sont informés par écrit de la communication des informations à l'enfant. Toutefois, l'enfant ne peut demander ces informations que lorsqu'il a atteint l'âge de seize ans et par l'intermédiaire du juge de paix.

Examen médical

La mère porteuse et son partenaire subissent un examen médical, une analyse sanguine et d'autres tests au sein du centre de maternité de substitution, comme convenu avec les parents demandeurs. Ils consentent à ce que les informations relatives à ces examens soient communiquées aux parents demandeurs. Ces informations peuvent, elles aussi, être communiquées dans l'intérêt de l'enfant. La mère porteuse et son partenaire sont informés par écrit de cette communication.

Les parents demandeurs ont un accès illimité aux informations médicales concernant la mère porteuse et son partenaire, telles que les informations relatives aux maladies sexuellement transmissibles (MST), aux antécédents médicaux familiaux, à la compatibilité en matière de facteur Rh, etc.

Les parents demandeurs subissent un examen médical et une analyse sanguine. À cet égard, le médecin traitant détermine quels tests sont nécessaires pour garantir la santé de toutes les parties.

Relations sexuelles

La mère porteuse accepte d'utiliser des moyens de contraception lors de rapports sexuels avec son partenaire, et ce à partir du premier jour du cycle de traitement jusqu'à la confirmation de la grossesse, fournie par le centre de maternité de substitution. Pendant la grossesse, elle s'abstiendra également d'entretenir des relations sexuelles non protégées si elle change de partenaire, sauf si ce nouveau partenaire se soumet à des examens préalables.

Accompagnement médical et psychologique

Pendant toute sa grossesse, la mère porteuse sera suivie médicalement par le gynécologue du centre de maternité de substitution. La mère porteuse s'engage à respecter le calendrier d'examens prénataux établi par son gynécologue. Les parents demandeurs assisteront/n'assisteront pas à ces consultations.

La mère porteuse donne son consentement en vue de la réalisation des examens prénataux fixés de commun accord.

nauwkeurig is, dit begrensd door hun eigen kennis. Geen van de gegeven informatie werd vervormd om in overeenstemming te zijn met de vereisten gegeven in de wet van ... draagmoederschap.

Psychologisch onderzoek

De draagmoeder, de partner van de draagmoeder en de wensouders ondergaan een voorafgaande psychologisch onderzoek. Dit wordt uitgevoerd door de psycholoog van het centrum in samenspraak met de leden van het multidisciplinair team.

Alle informatie verkregen tijdens deze sessie valt onder het beroepsgeheim en mag enkel vrijgegeven worden aan de andere partijen van deze overeenkomst. Hierop wordt een uitzondering gemaakt in het belang van het kind. De draagmoeder en haar partner worden schriftelijk op de hoogte gebracht van de vrijgave van de informatie aan het kind. Het kind kan echter deze informatie slechts aanvragen zo het de leeftijd van zestien jaar heeft bereikt en via de vrederechter.

Medisch onderzoek

De draagmoeder en de partner van de draagmoeder ondergaan een medische keuring en de bloed- en andere- testen, in het centrum voor draagmoederschap, zoals overeengekomen met de wensouders. Zij geven toestemming tot de vrijgave van deze informatie aan de wensouders. Ook deze informatie kan worden vrijgegeven in het belang van het kind. De draagmoeder en partner worden schriftelijk op de hoogte gebracht van deze vrijgave.

De wensouders hebben onbeperkt toegang tot de medische informatie betreffende de draagmoeder en haar partner; seksueel overdraagbare aandoeningen (SOA), medische familiegeschiedenis, RH factor compatibiliteit, ...

De wensouders ondergaan een medische keuring en bloedonderzoek. Hier wordt door de behandelende arts besloten welke testen noodzakelijk zijn om de gezondheid van alle partijen veilig te stellen.

Seksuele betrekkingen

De draagmoeder gaat akkoord met het gebruik van anticonceptiemiddelen bij seksuele betrekkingen met haar partner. Dit vanaf de eerste dag van de behandelingscyclus tot de confirmatie van zwangerschap, verstrekt door het centrum voor draagmoederschap. Ook tijdens de zwangerschap zal zij geen onveilige seksuele betrekkingen hebben indien zij wisselt van partner, uitgezonderd wanneer deze nieuwe partner zich onderwerpt aan voorgaande onderzoeken.

Medische en psychologische begeleiding

De draagmoeder staat gedurende de gehele zwangerschap onder medische begeleiding van de gynaecoloog van het centrum voor draagmoederschap. De draagmoeder belooft de prenatale onderzoeksregeling uitgewerkt door haar gynaecoloog te respecteren. De wensouders zullen (wel/niet) aanwezig zijn bij deze consultaties.

De draagmoeder geeft toestemming voor de, onderling bepaalde, prenatale onderzoeken.

Pendant la grossesse et durant les douze mois qui suivent, la mère porteuse et sa famille seront suivies par le psychologue du centre. La fréquence des entretiens sera vérifiée par le psychologue et respectée par la mère porteuse et sa famille.

La mère porteuse s'engage à se conformer au mieux aux recommandations du gynécologue traitant et du psychologue.

Pendant toute la durée du processus, les parents demandeurs seront suivis par le psychologue du centre de maternité de substitution. La fréquence des entretiens sera vérifiée par le psychologue et respectée par les parents demandeurs.

Section IV — Comportement de la mère porteuse

La mère porteuse s'engage à concilier, pendant la grossesse, son comportement avec l'intérêt de l'enfant.

La mère porteuse consent à ne pas participer à des activités à risques et à ne pas pratiquer les sports énoncés ci-après pendant la grossesse. (...). Elle s'engage à ne pas s'exposer délibérément à des produits chimiques, à des rayonnements ou à des maladies transmissibles.

La mère porteuse consent à s'abstenir, pendant la grossesse, de fumer, de consommer des boissons alcoolisées ou des drogues illégales et d'absorber des médicaments sans l'autorisation du médecin traitant, ...) Les parties peuvent s'entendre sur d'autres interdictions comportementales).

La mère porteuse s'engage à ne plus quitter la Belgique à partir du ... mois de grossesse. Il ne pourra être dérogé à cette interdiction qu'avec l'accord écrit du gynécologue traitant, à l'occasion d'un décès ou d'une maladie grave d'un membre de la famille.

Après la naissance de l'enfant, la mère porteuse et son partenaire ... (fixer les modalités d'un droit de visite).

Section V — Naissance, avortement, interruption de grossesse sélective, fausse couche ou enfant mort-né, séparation/décès des parents demandeurs

Naissance

La mère porteuse accouchera ... (par les voies naturelles, par césarienne — à déterminer en concertation avec les parents demandeurs) au centre de maternité de substitution de ... Il pourra être dérogé à cette disposition sur la base de l'avis du gynécologue traitant. La mère demandeuse/le père demandeur/les parents demandeurs/aucun des deux (ne) sera (seront) présent(s) à la naissance.

Avortement

Les parties reconnaissent le droit incontestable de la mère porteuse d'avorter ou de ne pas avorter. Toutefois, les parties prévoient de respecter au mieux les conditions suivantes.

Si le diagnostic prénatal révèle que l'enfant souffrira d'un retard sur le plan physique ou psychologique ou qu'il sera atteint d'une quelconque affection héréditaire grave (les parents demandeurs peuvent définir les conditions en concertation avec la mère

De draagmoeder en haar gezin staan gedurende, en tot een jaar na, de zwangerschap onder begeleiding van de psycholoog van het centrum. De frequentie van deze sessie wordt gecontroleerd door de psycholoog en gerespecteerd door de draagmoeder en haar gezin.

De draagmoeder getuigt de aanbevelingen van de behandelende gynaecoloog en psycholoog te zullen opvolgen, naar best vermogen.

De wensouders staan gedurende het gehele proces onder begeleiding van de psycholoog van het centrum voor draagmoederschap. De frequentie van deze sessie wordt gecontroleerd door de psycholoog en gerespecteerd door de wensouders.

Sectie IV — Gedrag draagmoeder

De draagmoeder belooft gedurende de zwangerschap haar gedrag af te stemmen op het belang van het kind.

De draagmoeder stemt ermee in gedurende de zwangerschap niet deel te nemen aan risicovolle activiteiten en de, hierna bepaalde, sporten. (...). Ze engageert zich niet bewust bloot te stellen aan chemische stoffen, bestraling of overdraagbare ziektes.

De draagmoeder stemt ermee in gedurende de zwangerschap niet te roken, alcoholische dranken te consumeren, drugs te gebruiken, medicatie tot zich te nemen zonder toestemming van de behandelende arts, ...) De partijen kunnen onderling nog verder gedragsbepalingen overeenkomen).

De draagmoeder engageert zich na de ... maand van de zwangerschap niet meer te begeven buiten België. Hierop kan een uitzondering gemaakt worden, enkel met schriftelijke toestemming van de behandelende gynaecoloog, voor een overlijden of ernstige ziekte in de familie.

De draagmoeder en haar partner zullen na de geboorte van het kind ... (bezoekrecht uitwerken).

Sectie V — Geboorte, abortus, selectieve zwangerschapsbeëindiging, miskraam of doodgeboorte, scheiding/dood wensouders

Geboorte

De draagmoeder bevalt op ... (natuurlijke manier, via keizersnede- te bepalen in samenspraak met wensouders), in het centrum voor draagmoederschap te ... Van deze bepaling kan worden afgeweken op basis van het advies van de behandelende gynaecoloog. De ... (wensmoeder/wensvader/wensouders/geen van beide) zullen aanwezig zijn bij de geboorte.

Abortus

De partijen erkennen het onbetwistbare recht van de draagmoeder om te aborteren of dit niet te doen. Toch plannen de partijen zich, naar best vermogen, te houden aan de volgende voorwaarden.

In het geval dat blijkt uit de prenatale diagnostiek dat het kind fysiek of psychologisch achtergesteld is of belast is met enige ernstige erfelijke aandoening (de voorwaarden kunnen worden bepaald door de wensouders, in samenspraak met de draagmoeder)

porteuse), il sera procédé (ou non) à une interruption de grossesse dans le centre de maternité de substitution choisi.

Cette interruption de grossesse ne pourra plus être pratiquée après la douzième semaine de grossesse, sauf si le gynécologue traitant ou un autre médecin spécialiste estime que l'interruption est nécessaire pour éviter des risques graves de complications et/ou la mort de la mère porteuse.

La mère porteuse renonce à son droit d'avorter sans en informer les parents demandeurs. Cette interruption de grossesse n'est autorisée que dans le cadre de son délai de réflexion de nonante jours, après avoir informé les parents demandeurs et le centre par lettre recommandée de sa décision de revenir sur la convention. Après l'envoi de cette lettre, elle est tenue d'attendre encore ... jours ouvrables avant de concrétiser son intention.

Si la mère porteuse refuse de faire pratiquer l'avortement aux conditions énoncées ci-avant, les parents demandeurs conservent le droit de réclamer tous les frais prévus à la section de la présente convention et d'en interrompre le paiement ultérieur. De même, les parents demandeurs ne devront pas supporter les frais médicaux résultant de circonstances imprévues qui auraient pu être évitées par un avortement. Les parents demandeurs sont également déchargés de toutes les autres obligations énoncées dans la présente convention.

Fausse couche et enfant mort-né

En cas de fausse couche ou de mise au monde d'un enfant mort-né ... (la convention prend fin automatiquement, la mère porteuse s'engage à encore subir une implantation, ...). Si la convention prend fin et si les parties sont déchargées de toute autre obligation, les parents demandeurs continueront à supporter les frais médicaux jusqu'au jour de la fausse couche ou de la naissance d'un enfant mort-né. L'indemnité prévue pour la mère porteuse à la section ... devra également être réglée.

Les parents demandeurs renoncent au droit de tenir la mère porteuse pour responsable de la fausse couche ou de la mise au monde d'un enfant mort-né, à condition que la mort de l'enfant ne soit pas imputable au comportement irresponsable de la mère porteuse ou au non-respect des conditions énoncées dans la convention.

Séparation des parents demandeurs

Si les parents demandeurs se séparent pendant la grossesse, la tutelle et les droits parentaux reviendront à ... (à préciser).

Décès des parents demandeurs

Si le père demandeur décède avant la naissance de l'enfant, les droits parentaux reviendront à ... (à préciser).

Si la mère demandeuse décède avant la naissance de l'enfant, les droits parentaux reviendront à ... (à préciser).

Si les deux parents demandeurs décèdent pendant la grossesse, la tutelle et les droits parentaux reviendront à ... (à préciser).

zal (wel/niet) worden overgegaan tot zwangerschapsonderbreking in het gekozen centrum voor draagmoederschap.

Deze zwangerschapsonderbreking zal niet meer kunnen plaatsvinden na de twaalfde week van de zwangerschap, uitgezonderd wanneer de behandelende gynaecoloog of een andere gespecialiseerde arts meent dat de onderbreking noodzakelijk is om ernstig risico op schade en/of de dood van de draagmoeder te voorkomen.

De draagmoeder doet afstand van haar recht het kind te aborteren zonder hiervan de wensouders op de hoogte te stellen. Deze zwangerschapsbeëindiging is enkel toegestaan in het kader van haar bedenktijd van negentig dagen, nadat ze de wensouders en het centrum via een aangetekend schrijven kennis gaf van haar beslissing terug te komen op de overeenkomst. Ze dient na het versturen van dit schrijven nog ... werkdagen wachten met de uitvoering van haar voornemen.

Indien de draagmoeder weigert de abortus te laten uitvoeren onder de hiervoor bepaalde omstandigheden, behouden de wensouders het recht alle kosten vastgelegd in sectie. Van deze overeenkomst terug te vorderen en verdere betaling hiervan stop te zetten. Ook zullen de wensouders niet moeten instaan voor de medische kosten die voortkomen uit de onvoorziene omstandigheden die voorkomen konden worden door een abortus. Ook zijn de wensouders ontheven van alle verdere verplichtingen opgenomen in deze overeenkomst.

Miskraam en doodgeboorte

In het geval van een miskraam of doodgeboorte ... (komt er automatisch een einde aan de overeenkomst, engageert de draagmoeder zich om nog één inplanting te ondergaan, ...). Indien de overeenkomst einde neemt en de partijen ontheven zijn van elke verder verplichtingen staan de wensouders wel nog in voor de medische kosten tot de dag van de miskraam of doodgeboorte. Ook de vergoeding voor de draagmoeder bepaald in sectie.. moet voldaan worden.

De wensouders doen afstand van het recht de draagmoeder aansprakelijk te stellen voor het miskraam of de doodgeboorte; dit in het geval dat dood van het kind niet toe te schrijven is aan het onverantwoord gedrag van de draagmoeder of het afwijken van de voorwaarden opgenomen in de overeenkomst.

Scheiding wensouders

In het geval dat de wensouders scheiden gedurende de zwangerschap zullen de voogdij en de ouderschapsrechten toekomen aan ... (te regelen).

Overlijden wensouders

In geval dat de wensvader overlijdt voor het kind geboren is dan zullen de ouderschapsrechten toekomen aan ... (te regelen).

In geval dat de wensmoeder overlijdt voor het kind geboren is dan zullen de ouderschapsrechten toekomen aan ... (te regelen).

In geval beide wensouders overlijden gedurende de zwangerschap komen de voogdij en ouderschapsrechten toe aan ... (te regelen).

Section VI — Acceptation des risques

La mère porteuse et son conjoint ou cohabitant légal acceptent les risques qu'entraîne une grossesse, ils attestent avoir reçu des informations détaillées données par un spécialiste et être au courant de tous les risques médicaux. Il s'agit notamment mais non exhaustivement des risques suivants : décès, handicap, incapacité à procréer de nouveau, césarienne, indisposition, perte de salaire, alitement, naissances multiples.

Les parents demandeurs ont été informés du fait qu'une femme en bonne santé peut être enceinte d'un enfant atteint d'un handicap ou de malformations. Les parents demandeurs accueillent l'enfant dans leur ménage, sans réserve aucune en ce qui concerne le sexe, la condition physique, l'état psychique, le fait qu'il s'agisse ou non d'une naissance multiple, la naissance prématurée ou à terme de l'enfant ou des enfants. Ni la mère porteuse ni son partenaire ne peuvent être tenus pour responsables de l'issue de la grossesse, pourvu qu'ils ne se soient pas rendus coupables d'une infraction aux conditions fixées dans la présente convention.

Section VII — Postes de frais

La présente convention prévoit la prise en charge de certains frais effectifs et raisonnables. Le paiement des montants correspondant à ces frais ne peut en aucun cas être considéré comme un paiement pour l'enfant. Dans le prolongement de l'arrêté royal du ..., les postes de frais concernés sont les suivants :

1° les frais divers :

Ceux-ci incluent de manière non limitative :

- a. les vêtements de grossesse;
- b. les frais de déplacement, à raison de ... euros par km, pour chaque déplacement effectué dans le cadre de la grossesse de substitution;
- c. le cas échéant, une compensation pour la perte de salaire (... euros/jour);
- d. un arrangement dans l'hypothèse où la mère porteuse serait victime d'un accident, d'une complication médicale ou d'une maladie liée à la grossesse.

À moins qu'il ne s'agisse d'une grossesse multiple, la mère porteuse reçoit mensuellement un montant ne dépassant pas ... euros. Dans le cas d'une grossesse multiple, la dotation mensuelle ne peut excéder la somme de ... euros.

2° les frais médicaux :

(À détailler par les parties, compte tenu des tarifs du centre de fertilité).

Tous les frais médicaux liés à la maternité de substitution sont payés par les parents demandeurs.

3° les frais juridiques et administratifs :

Les parents demandeurs payent au centre une indemnité de base de ... euros couvrant les frais administratifs.

Les parties jouissent de l'assistance juridique de M./Mme ..., juriste au centre de maternité de substitution. Les frais de rédaction de la convention s'élèvent à ... euros. La conversion de la convention en acte authentique représente un coût de ... euros.

Sectie VI — Aanvaarding van risico's

De draagmoeder en haar echtgenoot of wettelijk samenwonende partner aanvaarden de risico's die een zwangerschap met zich meebrengt, ze getuigen dat ze uitgebreid geïnformeerd werden door een specialist en op de hoogte zijn van alle medische risico's. Inclus, maar niet beperkt, tot volgende risico's; dood, handicap, onvermogen zelf nog kinderen te krijgen, keizersnede, ongemak, verloren loon, bedrust, meerdere geboortes.

De wensouders werden geïnformeerd over de kansen op een kind met handicap of misvormingen bij de zwangerschap van een gezonde vrouw. De wensouders nemen het kind op in hun gezin. Dit zonder voorbehoud met betrekking tot het geslacht, het aantal, de fysieke conditie, de psychische gesteldheid, prematuur of voldragen. De draagmoeder, noch haar partner kunnen aansprakelijk gesteld worden voor deze uitkomst van de zwangerschap indien zij zich niet schuldig maakten aan de overtreding van de voorwaarden opgenomen in deze overeenkomst.

Sectie VII — Kostenposten

Deze overeenkomst voorziet in de betaling van enkele daadwerkelijke en redelijke kostenposten. De betaling van deze bedragen mag onder geen enkele omstandigheid gezien worden als de betaling voor een kind. De kostenposten zijn, in navolging van het koninklijk besluit van ... de volgende :

1° de diverse kosten :

Hieronder vallen, niet limitatief :

- a. zwangerschapskleding;
- b. reiskosten, deze bedragen ... euro per km, voor elke verplaatsing in het kader van het draagmoederschap;
- c. compensatieregeling voor het gebeurlijke loonverlies (te regelen : ... euro /dag);
- d. regeling in geval dat de draagmoeder het slachtoffer zou worden van een ongeval, een medische complicatie of ziekte die samenhangt met de zwangerschap.

De draagmoeder ontvangt, buiten in het geval van een meerling, maandelijks een bedrag dat de ... euro niet overschrijdt. In het geval van een meerling mag de maandelijksse dotatie het bedrag van ...euro niet overschrijden.

2° de medische kosten :

(Uitwerking door de partijen, hierbij worden de tarieven van het fertiliteitscentrum gerespecteerd).

Alle medische kosten die samengaan met het draagmoederschap worden betaald door de wensouders.

3° de juridische en administratieve kosten :

De wensouders betalen een instapvergoeding aan het centrum van ... euro, hiermee betalen ze de administratieve kosten.

De partijen staan onder juridische begeleiding van de jurist Mr/Mvr ..., in diens van het centrum voor draagmoederschap. De kost voor de opmaak van de overeenkomst bedraagt ...euro. Het omzetten van de overeenkomst naar een authentieke akte kost ... euro.

4° assurances :

a. assurance soins de santé :

La mère porteuse déclare posséder, au moment de la signature de la convention, une assurance soins de santé et une assurance hospitalisation en règle. Cette assurance remboursera une part importante des frais médicaux liés à la grossesse de substitution, à l'hospitalisation, à l'accouchement, etc. La mère porteuse joint à la présente convention une preuve de l'existence et de la validité desdites assurances.

La mère porteuse est responsable de la remise à l'assurance de ses factures et attestations de soins. Elle doit aussi fournir aux parents demandeurs une copie de ces documents et des éventuels refus opposés par l'organisme assureur à une demande de remboursement. Elle est également tenue de contester elle-même ces refus.

Si la mère porteuse court le moindre risque de perdre sa couverture d'assurance, elle doit en avertir sur-le-champ les parents demandeurs.

b. assurance-vie :

Les parents demandeurs paient les frais de souscription d'une assurance-vie pour la mère porteuse. Un montant de ... euros est versé à ... (personne désignée par la mère porteuse).

Section VIII — Plan de paiement

Le premier paiement aura lieu ... après la signature de la convention.

(Modalités à définir par les parties)

Section IX — Résiliation anticipée de la convention

— Tant que la mère porteuse n'est pas enceinte, la présente convention peut être résiliée aux conditions suivantes :

Unilatéralement par les parents demandeurs

1° Si le gynécologue traitant annonce aux parents demandeurs que la mère porteuse n'a aucune chance de tomber enceinte avec le nombre d'implantations embryonnaires prévu à la section I^{re}.

2° Si le gynécologue traitant décide après un certain temps, en concertation avec le psychologue, que la mère porteuse n'est plus une candidate adéquate.

3° Si la mère porteuse n'est toujours pas enceinte après le nombre d'implantations embryonnaires prévu à la section I^{re}.

Unilatéralement par la mère porteuse

Si le psychologue et le gynécologue traitants estiment que les parents demandeurs ne sont plus des candidats adéquats à la parentalité.

4° verzekeringen :

a. gezondheidsverzekering :

De draagmoeder verklaart op het moment van de ondertekening van de overeenkomst dat zij een, nog geldige, gezondheid- en hospitalisatieverzekering heeft. Deze verzekering zal een behoorlijk deel van de medische kosten van het draagmoederschap terugbetalen; hospitalisatie, bevalling, ... Zij sluit bij deze overeenkomst een bewijs dat deze verzekeringen bestaan en nog geldig zijn.

De draagmoeder is verantwoordelijk voor het indienen van haar doktersbriefjes en facturen bij de verzekering. Ook bezorgt zij de wensouders een kopie van deze documenten en van de eventuele afwijzingen van de aanvraag bij de verzekeringsmaatschappij tot terugbetaling. Ook dient zij deze afwijzingen zelf aan te vechten.

Moest er enig risico zijn dat de draagmoeder haar dekking door de verzekering verliest, dient zij de wensouders onmiddellijk op te hoogte te brengen;

b. levensverzekering :

De wensouders betalen de kost voor het afsluiten van de levensverzekering voor de draagmoeder. Er wordt een bedrag uitgekeerd van ... euro aan ... (persoon aangeduid door de draagmoeder).

Sectie VIII — Betalingsplan

De eerste betaling zal plaatsvinden ... na de ondertekening van de overeenkomst.

(Verdere detailuitwerking door partijen)

Sectie IX — Vervroegde opzegging van de overeenkomst

— Voor de draagmoeder zwanger is mag deze overeenkomst worden opgezegd onder de volgende voorwaarden :

Eenzijdig door de wensouders

1° Wanneer de behandelende gynaecoloog de wensouders meedeelt dat er geen kans is dat de draagmoeder zwanger wordt met het in sectie I aangegeven aantal implantingen.

2° Wanneer de behandelende gynaecoloog samen met de psycholoog na enige tijd beslist dat de draagmoeder niet langer een geschikte kandidaat is.

3° Wanneer de draagmoeder nog niet zwanger is na het, in sectie I, aangegeven aantal implantingen.

Eenzijdig door de draagmoeder

Wanneer de behandelende psycholoog en gynaecoloog van mening zijn dat de wensouders niet langer geschikte kandidaten zijn voor het ouderschap.

D'un commun accord

Moyennant le consentement et l'engagement écrit de toutes les parties. Elles doivent signifier leur décision au centre de maternité de substitution par pli recommandé.

— Une fois qu'une grossesse a été constatée

Seule la mère porteuse peut résilier unilatéralement la convention, dans les nonante jours suivant l'implantation de l'embryon. Dans ce cas, elle peut (se faire avorter et/ou garder l'enfant).

Les parents demandeurs devront prendre en charge les frais encourus dans le cadre de la maternité de substitution jusqu'au jour où il y est mis un terme anticipativement. Cette disposition ne s'applique pas si la mère porteuse revient sur son engagement dans les nonante premiers jours de la grossesse. Dans ce cas, les frais sont à sa charge.

Section X — Violation d'une disposition de la convention

Les parties s'engagent à notifier par écrit à la partie contrevenante toute violation portée à leur connaissance, dans un délai de ... jours ouvrables.

La mère porteuse qui enfreint une clause importante de la présente convention acceptera de rembourser l'intégralité des frais payés par les parents demandeurs, tels que définis à la section ...

La mère porteuse enfreint la présente convention :

1. si elle se fait avorter sans respecter les conditions de la présente convention;
2. si elle adopte durant la grossesse un comportement irresponsable mettant en danger la vie et la santé de l'enfant;
3. si elle fournit sciemment des informations inexactes ou trompeuses au gynécologue ou au psychologue.
4. si elle tombe enceinte avant l'implantation de l'embryon;
5. si elle enfreint toute autre mesure de précaution prévue dans la présente convention.
6. ... (à spécifier par les parties).

Conséquence de cette violation :

1. la mère porteuse perd tout droit à un quelconque paiement et doit prendre en charge l'indemnisation de tous les frais déjà encourus et payés;
2. elle doit prendre en charge tous les frais supplémentaires à charge des parents demandeurs;
3. elle doit rembourser tous les frais déjà supportés;
4. elle doit rembourser tous les frais déjà supportés.

Les parents demandeurs acceptent de payer tous les frais auxquels la mère porteuse aurait eu droit si elle ne s'était pas rendue coupable d'une violation de la convention. Les parents demandeurs violent une clause importante de la convention :

1. s'ils ne sont pas en mesure ou s'ils refusent de supporter les frais convenus;

Samen

Met de instemming en schriftelijke toezegging van alle partijen. Zij dienen dit in een aangetekend schrijven mede te delen aan het centrum voor draagmoederschap.

— Na de vaststelling van de zwangerschap

Enkel de draagmoeder kan eenzijdig terugkomen op de overeenkomst, dit binnen de negentig dagen na de inplanting van het embryo. Zij mag in dit geval (overgaan tot het aborteren van de foetus en/of het kind houden).

De wensouders zullen instaan voor de kosten die gemaakt werden in het kader van het draagmoederschap tot op de dag van de vervroegde beëindiging. Hiervan wordt afgeweken indien de draagmoeder terug komt op de verbintenis in de eerste negentig dagen van de zwangerschap, de kosten zijn in dit geval voor haar rekening.

Sectie X — Schending bepaling overeenkomst

De partijen verbinden zich ertoe elke schending die hen ter kennis kwam schriftelijk te rapporteren aan de overtredende partij binnen de ... werkdagen na kennisname.

De draagmoeder stemt toe alle kosten betaald door de wensouders, zoals besproken in sectie ..., volledig terug te betalen indien zij enige belangrijke clausule van deze overeenkomst schendt.

De draagmoeder schendt deze overeenkomst indien zij :

1. zich laat aborteren zonder de voorwaarden van deze overeenkomst te respecteren;
2. zich gedurende de zwangerschap onverantwoord gedraagt waardoor zij het leven en de gezondheid van het kind in gevaar brengt;
3. bewust foute, misleidende informatie verschaft aan de gynaecoloog of psycholoog;
4. zwanger wordt voor de inplanting van het embryo;
5. enig andere voorzorgsmaatregel schendt opgenomen in deze overeenkomst;
6. ... (verder te specificeren door de partijen).

Gevolgen van deze schending :

1. zij doet afstand van het recht op enige betaling en staat in voor een schadeloosstelling voor alle, al gemaakte en betaalde, kosten;
2. zij zal instaan voor alle extra kosten die ten dele vallen van de wensouders;
3. zij zal alle kosten moeten terugbetalen die reeds gemaakt werden;
4. zij zal alle kosten moeten terugbetalen die reeds gemaakt werden.

De wensouders stemmen toe alle kosten te betalen waar de draagmoeder recht op zou hebben moest zij zich niet schuldig hebben gemaakt aan een schending van de overeenkomst. De wensouders schenden een belangrijke clausule van de overeenkomst indien zij :

1. er niet in slagen of weigeren de afgesproken kosten te dragen;

2. s'ils refusent d'accepter l'enfant après la naissance, sauf s'ils peuvent démontrer, test d'ADN à l'appui, que l'enfant n'est pas génétiquement le leur;

3. si elle fournit sciemment des informations inexactes ou trompeuses au gynécologue ou au psychologue;

4. ... (à spécifier par les parties).

Conséquence de cette violation :

1. les parents demandeurs doivent payer tous les frais encourus, tels que décrits à la section ..., jusqu'à la date de la violation de la présente convention;

2. ils sont tenus de verser une pension alimentaire pour l'enfant d'un montant qui sera fixé par le juge de ... (tribunal à déterminer par les parties). Ils devront également prendre en charge tous les frais juridiques et autres.

Section XI — Représentation juridique

Dans le cadre de la présente convention de maternité de substitution, les parties sont assistées par M./Mme ..., juriste auprès du centre de maternité de substitution.

En cas de conflit, chaque partie sera assistée par un avocat indépendant :

La mère porteuse fera appel à Me ..., ayant son cabinet à ...

Les parents demandeurs feront appel à Me ..., ayant son cabinet à ...

En signant la présente convention, les parties certifient avoir été assistées par le juriste du centre de maternité de substitution, qui leur a fourni des informations sur leurs droits et obligations, ainsi que sur les problèmes susceptibles de découler de la présente convention en matière de justiciabilité et de responsabilité.

Section XII — Signature accompagnée de la mention manuscrite « lu et approuvé »,

...
Nom, mère porteuse Date

...
Nom, époux/partenaire de la mère porteuse Date

...
Nom, parent demandeur Date

...
Nom, parent demandeur Date

Établi par :

M./Mme ..., juriste auprès du centre de maternité de substitution, à ..., en autant d'exemplaires qu'il y a de parties.

*
* *

2. weigeren het kind te aanvaarden na de geboorte, uitgezonderd wanneer zij via een DNA-test kunnen aantonen dat het kind genetisch niet hun kind is;

3. bewust foute, misleidende informatie verschaft aan de gynaecoloog of psycholoog;

4. ... (verder te specificeren door de partijen).

Gevolg van deze schending :

1. de wensouders moeten alle gemaakte kosten betalen, zoals beschreven in sectie ..., tot op de datum van de schending;

2. zij zijn verplicht alimentatie te betalen voor het kind, het bedrag hiervan zal worden bepaald door de rechter van ... (rechtbank te bepalen door partijen). Ook staan zij in voor alle juridische kosten en de kosten.

Sectie XI — Juridische representatie

In het kader van deze draagmoederschapsovereenkomst worden de partijen bijgestaan door de jurist Mr/Mvr ..., in dienst van het centrum voor draagmoederschap.

In het geval van conflict wijzen de partijen elk een onafhankelijke advocaat aan :

Draagmoeder doet beroep op Mr/Mvr ... advocaat, werkende te ...

Wensouders doen beroep op Mr/Mvr ... advocaat, werkende te ...

Door deze overeenkomst te ondertekenen getuigen de partijen dat zij werden bijgestaan door de jurist van het centrum voor draagmoederschap dat hen informatie verstrekte met betrekking tot : hun rechten, hun plichten, problemen die kunnen voortkomen met betrekking tot de afdwingbaarheid en de aansprakelijkheid die kunnen voortkomen uit deze overeenkomst.

Sectie XII — Handtekening, met in handschrift de vermelding « gelezen en goedgekeurd »,

...
Naam, draagmoeder Datum

...
Naam, echtgenoot/partner draagmoeder Datum

...
Naam, wensouder Datum

...
Naam, wensouder Datum

Opgemaakt door :

Jurist Mr/ Mvr ... in dienst van het centrum voor draagmoederschap te ... in zoveel exemplaren als er partijen zijn.

Marleen TEMMERMAN.
Guy SWENNEN.

*
* *

PROPOSITION DE LOIArticle 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

Pour l'application de la présente loi, on entend par :

1° « maternité de substitution » : la technique de procréation par laquelle une femme, appelée la « mère porteuse », conformément à la présente loi, devient enceinte et porte un enfant pour le compte d'une autre personne;

2° « mère porteuse » : la femme qui porte l'enfant au cours de la grossesse sans donner elle-même de gamètes en vue de la procréation de l'enfant. Celle-ci consent à l'implantation d'un embryon fécondé *in vitro* à partir des gamètes des parents demandeurs ou d'un parent demandeur et d'un donneur de gamètes;

3° « parent demandeur » : tout parent, quel que soit son sexe, qui souhaite devenir parent en faisant appel à une mère porteuse, telle que visée sous 2°;

4° « centres de fertilité » : les centres visés dans les programmes de soins de médecine reproductive au sens de l'arrêté royal du 15 février 1999 fixant les normes auxquelles les programmes de soins « médecine de la reproduction » doivent répondre pour être agréés.

Art. 3

La maternité de substitution est uniquement autorisée lorsqu'au moins un des parents demandeurs présente un lien génétique avec l'enfant.

Ni la mère porteuse, ni son conjoint ou partenaire, ne peuvent donner des gamètes en vue de la procréation de l'enfant.

Art. 4

Il est interdit de se faire connaître comme mère porteuse, de proposer ou de faire de la publicité pour ses services en tant que mère porteuse, sauf au sein des centres agréés de maternité de substitution.

WETSVORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

1° « draagmoederschap » : de voortplantingstechniek waarbij een vrouw, de « draagmoeder », overeenkomstig deze wet zwanger wordt en een kind baart ten behoeve van een andere persoon;

2° « draagmoeder » : de vrouw die de zwangerschap doorloopt zonder zelf gameten af te staan voor de creatie van het kind. Zij stemt in met de implanting van een embryo, *in vitro* verwekt op basis van de gameten van de wensouders of van een wensouder en een gametendonor;

3° « wensouder » : elke ouder, ongeacht het geslacht, die ouder wil worden door beroep te doen op een draagmoeder, bedoeld in 2°;

4° « fertilitieitscentra » : de centra genoemd in de zorgprogramma's voor reproductieve geneeskunde in de zin van het koninklijk besluit van 15 februari 1999 houdende vaststelling van de normen waaraan de zorgprogramma's « reproductieve geneeskunde » moeten voldoen om erkend te worden.

Art. 3

Het draagmoederschap wordt alleen toegestaan wanneer minstens één van de wensouders een genetische band heeft met het kind.

De draagmoeder, noch haar echtgenoot of partner, mogen gameten afstaan voor de creatie van het kind.

Art. 4

Het is verboden om zich als draagmoeder bekend te maken, zich aan te bieden als draagmoeder of daarvoor reclame te maken tenzij dit gebeurt binnen de erkende centra voor draagmoederschap.

Art. 5

Le Roi agréé les centres de fertilité qui assureront la fonction de centre de maternité de substitution. Chaque centre crée une équipe multidisciplinaire qui comprend, au moins, un gynécologue, un interniste, deux psychologues et un juriste, et qui évalue chaque demande de maternité de substitution en toute indépendance.

L'équipe est présidée par le juriste. Le Roi fixe les modalités auxquelles doivent satisfaire les centres précités.

Art. 6

§ 1^{er}. Le centre de maternité de substitution assure l'accompagnement médical, psychologique, social et juridique des parties avant, pendant et après la grossesse de la mère porteuse.

Le centre est chargé :

1° de l'évaluation de la demande d'accompagnement introduite par les parents demandeurs et la mère porteuse;

2° de l'examen psychologique préalable de la mère porteuse et des parents demandeurs;

3° de la communication des informations aux différentes parties;

4° de l'examen médical préalable de la mère porteuse et des parents demandeurs;

5° de l'accompagnement médical et psychologique de la mère porteuse et des parents demandeurs pendant et après la grossesse.

§ 2. Les centres de maternité de substitution publient chaque année un rapport de leurs activités, dans lequel ils mentionnent le nombre de demandes, les complications éventuelles, ainsi que les motivations qui ont poussé la mère porteuse et les parents demandeurs à démarrer ou à arrêter la procédure. Le rapport contient une évaluation de la loi, ainsi que des recommandations visant à la modifier ou à la compléter.

Les centres sont chargés, en outre, d'entamer une enquête à long terme qui consiste à analyser les effets sociaux de la maternité de substitution et son impact sur les enfants qui en sont issus.

Art. 5

De Koning erkent de fertiliteitscentra die zullen functioneren als centrum voor draagmoederschap. Elk centrum richt een multidisciplinair team op, minstens bestaand uit een gynaecoloog, een internist, twee psychologen en een jurist, dat in alle onafhankelijkheid elke aanvraag tot draagmoederschap beoordeelt.

De voorzitter is de jurist. De Koning bepaalt de nadere voorwaarden waaraan deze centra dienen te voldoen.

Art. 6

§ 1. Het centrum voor draagmoederschap staat in voor de medische, psychologische, maatschappelijke en juridische begeleiding van de partijen bij de aanvang van, tijdens en na de zwangerschap van de draagmoeder.

Het centrum staat in voor

1° de beoordeling van de begeleidingsaanvraag ingediend door wensouders en draagmoeder;

2° de voorafgaande psychologische screening van de draagmoeder en wensouders;

3° het verstrekken van informatie aan de verschillende partijen;

4° de voorafgaande medische controle van draagmoeder en wensouders;

5° de medische en psychologische begeleiding van de draagmoeder en wensouders gedurende en na de zwangerschap.

§ 2. De centra voor draagmoederschap publiceren jaarlijks een rapport over hun werkzaamheden. Hierin maken zij melding van het aantal aanvragen, de eventuele complicaties, de motivaties van draagmoeder en wensouders voor de start of stopzetting van de procedure. Het rapport evalueert de wet en doet aanbevelingen tot wijziging of aanvulling er van.

Daarnaast hebben de centra als taak een langetermijnonderzoek te starten waarin ze onderzoek doen naar de maatschappelijke effecten van draagmoederschap en het impact ervan op de kinderen die voortkomen uit het draagmoederschap.

Art. 7

Les parents demandeurs et la mère porteuse doivent introduire une demande conjointe d'accompagnement, par lettre recommandée ou contre accusé de réception, auprès du centre de maternité de substitution de leur choix. La demande doit être accompagnée :

1° de l'attestation du gynécologue certifiant l'impossibilité ou la contre-indication totale de grossesse pour la mère demandeuse; cette attestation n'est cependant pas requise si la demande émane de deux hommes mariés ou cohabitants :

2° d'une attestation du gynécologue et de l'interniste certifiant que, d'un point de vue gynécologique et de médecine interne, la mère porteuse est capable de mener une grossesse à terme sans risque grave;

3° des documents qui prouvent que les parents demandeurs et la mère porteuse satisfont aux conditions définies dans la présente loi.

Dans les trois mois qui suivent la demande, le centre de maternité de substitution est tenu de renvoyer aux parents demandeurs et à la mère porteuse une décision motivée indiquant s'il est disposé ou non à accompagner la grossesse ou demandant des informations complémentaires.

Le centre peut refuser la demande si les conditions légales n'ont pas été remplies et/ou s'il considère que la maternité de substitution représenterait une charge physique ou psychologique trop lourde pour une des parties.

Art. 8

Si la demande est acceptée, la mère porteuse, les parents demandeurs et le centre de maternité de substitution concluent une convention, telle que visée à l'article 7 de la loi du 6 juillet 2007 relative à la procréation médicalement assistée et à la destination des embryons surnuméraires et des gamètes.

Outre les données mentionnées dans l'article précité, la convention avec le centre contient :

1° des données relatives à la mère porteuse et aux parents demandeurs, conformément à la présente loi;

2° la signature du conjoint ou partenaire de la mère porteuse.

La convention est rédigée en autant d'exemplaires qu'il y a de parties.

Art. 7

De wensouders dienen bij aangetekend schrijven of tegen ontvangstbewijs samen met de draagmoeder een begeleidingsaanvraag in bij het centrum voor draagmoederschap naar keuze. De aanvraag moet vergezeld te zijn :

1° het attest van de gynaecoloog dat getuigt van de onmogelijkheid of absolute contra-indicatie tot zwangerschap van de wensmoeder; dit attest is evenwel niet vereist indien de aanvraag uitgaat van twee gehuwde of samenwonende mannen;

2° een attest van de gynaecoloog en internist dat de draagmoeder zowel gynaecologisch als internistisch zonder ernstig risico een zwangerschap aankan.

3° de stukken die staven dat de wensouders en de draagmoeder voldoen aan de voorwaarden bepaald in deze wet.

Het centrum voor draagmoederschap dient binnen de 3 maand na de aanvraag een gemotiveerde beslissing terug te zenden aan de wensouders en de draagmoeder waarin het centrum meedeelt of het al dan niet bereid is de zwangerschap te begeleiden of waarin het verzoekt om bijkomende informatie.

Het centrum kan de aanvraag weigeren omdat de wettelijke voorwaarden niet vervuld zijn of indien ze de aanvraag tot draagmoederschap als fysiek of psychisch te belastend voor een van de partijen beschouwt.

Art. 8

Indien de aanvraag wordt goedgekeurd, sluiten de draagmoeder, de wensouders en het centrum voor draagmoederschap een overeenkomst zoals bepaald in artikel 7 van de wet van 6 juli 2007 betreffende de medisch begeleide voortplanting en de bestemming van de overtallige embryo's en de gameten.

Naast de gegevens vermeld in dit artikel bevat de overeenkomst met de centra :

1° gegevens met betrekking tot draagmoeder en wensouders, in overeenstemming met deze wet;

2° de handtekening van de echtgenoot of partner van de draagmoeder.

De overeenkomst wordt opgemaakt in zoveel exemplaren als er partijen zijn.

Art. 9

Pour être éligibles comme parents demandeurs, les intéressés doivent :

1° posséder la nationalité belge ou être soumis au droit belge des personnes;

2° être majeurs et ne pas être âgés de plus de quarante-cinq ans ou satisfaire aux exigences d'âge fixées par la loi du 6 juillet 2007 relative à la procréation médicalement assistée et à la destination des embryons surnuméraires et des gamètes;

3° avoir la capacité juridique;

4° être mariés ou cohabiter depuis au moins trois ans de manière durable et affective;

5° en ce qui concerne au moins l'un des deux parents demandeurs, être domicilié depuis au moins deux ans en Belgique;

6° subir un préexamen médical et psychologique et accepter de se faire également assister par un psychologue durant la grossesse;

7° sauf s'il s'agit d'un couple homosexuel masculin, disposer d'une attestation motivée, datée et signée dans laquelle le gynécologue certifie qu'il y a pour la femme une impossibilité physiologique ou contre-indication absolue de grossesse.

Art. 10

Pour être éligible en qualité de mère porteuse, la femme doit :

1° être âgée de vingt-et-un ans minimum et de trente-sept ans maximum. Elle peut néanmoins être âgée de quarante-cinq ans maximum si elle est parente au premier ou second degré avec l'un des parents demandeurs;

2° avoir la capacité juridique;

3° posséder la nationalité belge ou être soumise au droit belge des personnes;

4° se soumettre à un examen préalable médical et psychologique et accepter de se faire également assister par un psychologue durant la grossesse;

5° présenter un certificat attestant de l'absence d'une pathologie qui, en cas de grossesse, ferait encourir des risques anormaux à la mère et à l'enfant;

6° avoir mis au monde au moins un enfant vivant, encore en vie.

Art. 9

Om wensouder te kunnen zijn, moeten de betrokkenen

1° de Belgische nationaliteit bezitten of onderworpen zijn aan Belgisch personenrecht;

2° meerderjarig zijn en niet ouder dan vijfenveertig jaar of voldoen aan de leeftijdsvereisten bepaald in de wet van 6 juli 2007 betreffende de medisch begeleide voortplanting en de bestemming van de overtallige embryo's en de gameten;

3° handelingsbekwaam zijn;

4° gehuwd zijn of minimum drie jaar op een duurzame en affectieve manier samenwonen;

5° wat minstens één van de wensouders betreft, sedert minimaal twee jaar in België wonen;

6° een medisch en psychologisch vooronderzoek ondergaan en zich akkoord verklaren zich ook tijdens de zwangerschap te laten bijstaan door een psycholoog;

7° behoudens indien het gaat om een mannelijk homoseksueel koppel, beschikken over een gemotiveerd, gedateerd en ondertekend attest van de gynaecoloog waarin deze de fysiologische onmogelijkheid of de absolute contra-indicatie tot zwangerschap van de vrouw bevestigt.

Art. 10

Om draagmoeder te kunnen zijn, moet de vrouw

1° minimum eenentwintig jaar zijn en maximum zevenendertig jaar. Betreft het evenwel een bloedverwant in de eerste of tweede graad van een van de wensouders, is de maximumleeftijd vijfenveertig jaar;

2° handelingsbekwaam zijn;

3° de Belgische nationaliteit bezitten of onderhevig zijn aan Belgisch personenrecht;

4° zich onderwerpen aan een voorafgaand medisch en psychologisch onderzoek en zich akkoord verklaren zich ook tijdens de zwangerschap te laten bijstaan door een psycholoog;

5° een getuigschrift voorleggen dat bewijst dat er geen pathologie aanwezig is waardoor de zwangerschap abnormale risico's meebrengt voor zichzelf en het kind;

6° minimum één levend kind ter wereld gebracht hebben, dat nog in leven is.

Art. 11

La mère porteuse et les parents demandeurs signent, avec l'assistance du juriste du centre de maternité de substitution, la convention entre les parties, dont le texte est fixé par arrêté royal.

Dans le mois de la signature de la convention de maternité de substitution, les parties en passeront l'acte authentique devant le notaire de leur choix.

Art. 12

§ 1^{er}. La mère porteuse dispose d'un délai de réflexion de trois mois avant le début de la grossesse.

§ 2. La convention peut être résiliée unilatéralement par les parents demandeurs et par la mère porteuse jusqu'à ce que la mère porteuse soit enceinte.

§ 3. Conformément à l'article 12, §§ 1^{er} et 2, les parties se notifient mutuellement, par lettre recommandée, la décision qu'elles ont prise conformément aux paragraphes 1^{er} et 2, et la communiquent par la même voie au centre de maternité de substitution.

Art. 13

Le Roi fixe les frais et indemnités que la mère porteuse recevra des parents demandeurs. Ceux-ci couvrent au minimum les frais liés à la grossesse.

Art. 14

L'alinéa 2 de l'article 56, § 1^{er}, du Code civil, remplacé par la loi du 30 mars 1984, est complété par la phrase suivante :

« En cas de naissance dans le cadre de la loi du ... organique des centres de maternité de substitution, une copie de la convention authentique de maternité de substitution est également communiquée. »

Art. 15

L'article 57 du même Code, remplacé par la loi du 30 mars 1984 et modifié par la loi du 15 mai 2007, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« En cas de recours à une mère porteuse conformément à la loi du ... organique des centres de maternité de substitution, l'année, le jour, le lieu de naissance, le nom, les prénoms et le domicile du père et de la mère mentionnés comme tels dans la convention authentique de maternité de substitution. »

Art. 11

De draagmoeder en de wensouders ondertekenen, onder begeleiding van de jurist van het centrum voor draagmoederschap, de overeenkomst tussen partijen zoals die is vastgelegd bij koninklijk besluit.

Binnen de maand na de ondertekening wordt de draagmoederschapsovereenkomst verleden voor de notaris naar keuze van de partijen.

Art. 12

§ 1. De draagmoeder beschikt voor het begin van de zwangerschap over een reflectietijd van drie maand.

§ 2. De overeenkomst kan eenzijdig verbroken worden door de wensouders en door de draagmoeder totdat de draagmoeder zwanger is.

§ 3. Overeenkomstig artikel 12, §§ 1 en 2, geven de partijen elkaar en het centrum voor draagmoederschap bij aangetekend schrijven kennis van hun beslissing overeenkomstig de paragrafen 1 of 2.

Art. 13

De Koning bepaalt de kosten en vergoedingen die de draagmoeder ontvangt van de wensouders. Deze dekken minimaal de kosten verbonden aan de zwangerschap.

Art. 14

In artikel 56, § 1, van het Burgerlijk Wetboek, vervangen bij de wet van 30 maart 1984, wordt het tweede lid aangevuld met de volgende zin :

« In geval van geboorte in het kader van de wet van ... houdende organisatie van centra voor draagmoederschap, wordt tevens een kopie van de authentieke draagmoederschapsovereenkomst overgemaakt. »

Art. 15

Artikel 57 van hetzelfde wetboek, vervangen bij de wet van 30 maart 1984 en gewijzigd bij de wet van 15 mei 2007, wordt aangevuld met een lid, luidende :

« In geval er een beroep gedaan werd op een draagmoeder in overeenstemming met de wet van ... draagmoederschap, het jaar, de dag, en de plaats van geboorte, de naam, voornamen en woonplaats van de vader en de moeder als dusdanig vermeld in de authentieke draagmoederschapsovereenkomst. »

Art. 16

Les modifications suivantes sont apportées à l'article 312 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 1^{er} juillet 2006 :

1^o Le paragraphe 1^{er} est complété par l'alinéa suivant :

« Toutefois, si la naissance résulte d'une convention de maternité de substitution, le parent demandeur est indiqué comme parent dans l'acte de naissance. »;

2^o Le paragraphe 3 est rétabli dans la lecture suivante :

« § 3. L'action en contestation n'est pas recevable si elle a été introduite par la mère porteuse au sens de la loi du ... organique des centres de maternité de substitution. »

Art. 17

À l'article 329*bis*, § 2, du même code, inséré par la loi du 1^{er} juillet 2006, l'alinéa 1^{er} est complété par la phrase suivante :

« Le consentement de la mère porteuse n'est toutefois pas nécessaire en cas de naissance dans le cadre de la loi du ... organique des centres de maternité de substitution. »

Art. 18

§ 1^{er}. Toute infraction à l'article 4 de la présente loi sera punie d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de mille cinq cents euros à vingt mille euros, ou d'une de ces peines seulement.

Toute infraction à l'article 5 de la présente loi sera punie d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de mille cinq cents euros à quarante mille euros, ou d'une de ces peines seulement. En cas de récidive, la peine minimale sera un emprisonnement de trois ans.

Quiconque collabore à la maternité de substitution sans satisfaire aux conditions énoncées dans la présente loi sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de mille cinq cents euros à quarante mille euros, ou d'une de ces peines seulement.

§ 2. Quiconque aura incité une mère porteuse à abandonner son enfant à naître à toute autre personne que les parents demandeurs avec lesquels elle a conclu une convention sera puni d'un emprisonnement de cinq ans et d'une amende de mille cinq cents euros à quarante mille euros, ou d'une de ces peines seulement.

Art. 16

In artikel 312 van hetzelfde wetboek, laatst gewijzigd bij de wet van 1 juli 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o Paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid, luidende :

« Indien de geboorte evenwel het gevolg is van een draagmoederschapovereenkomst wordt de wensouder als ouder vermeld op de geboorteakte. »;

2^o Paragraaf 3 wordt hersteld in volgende lezing :

« § 3. De vordering tot betwisting is niet ontvanke-lijk wanneer deze werd ingesteld door de draagmoeder in de zin van de wet van houdende organisatie van centra voor draagmoederschap. »

Art. 17

In artikel 329*bis*, § 2, van hetzelfde wetboek, ingevoegd bij de wet van 1 juli 2006, wordt het eerste lid aangevuld met de volgende zin :

« De toestemming van de draagmoeder is evenwel niet nodig in geval van geboorte in het kader van de wet van ... houdende organisatie van centra voor draagmoederschap. »

Art. 18

§ 1. Elke overtreding van het artikel 4 van deze wet wordt bestraft met een gevangenisstraf van één jaar tot vijf jaar en een geldboete van duizendvijfhonderd euro tot twintigduizend euro, of met één van deze straffen alleen.

Elke overtreding van het artikel 5 van deze wet wordt bestraft met een gevangenisstraf van één jaar tot vijf jaar en een geldboete van duizendvijfhonderd euro tot veertigduizend euro, of met één van deze straffen alleen. In geval van herhaling is de minimumstraf de gevangenisstraf van drie jaar.

Eenieder die meewerkt aan het draagmoederschap, zonder dat er voldaan is aan de voorwaarden gestipuleerd in deze wet wordt bestraft met een gevangenisstraf van één jaar tot vijf jaar en met een geldboete van duizendvijfhonderd euro tot veertigduizend euro, of met één van deze straffen alleen.

§ 2. Eenieder die een draagmoeder ertoe aanzet het toekomstig kind af te staan aan andere dan de wensouders waarmee een contract is afgesloten, wordt gestraft met een gevangenisstraf van vijf jaar en met een geldboete van duizendvijfhonderd euro tot veertigduizend euro of met één van deze straffen alleen.

§ 3. Quiconque se rend coupable des faits décrits au paragraphe 1^{er} dans un but de lucre ou par don, promesse, menace ou abus d'autorité sera puni d'un emprisonnement de sept ans et d'une amende de cinq mille euros à soixante mille euros, ou d'une de ces peines seulement.

Art. 19

La présente loi entre en vigueur dans l'année de sa publication au *Moniteur belge*.

22 février 2011.

§ 3. Wie zich schuldig maakt aan de feiten omschreven in paragraaf 1 met winstoogmerk of door middel van giften, beloften, bedreiging of gezagsmisbruik wordt gestraft met een gevangenisstraf van zeven jaar en met een geldboete van vijfduizend euro tot zestigduizend euro of met één van deze straffen alleen.

Art. 19

Deze wet treedt in werking binnen een jaar na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

22 februari 2011.

Marleen TEMMERMAN.
Guy SWENNEN.